RÉVOLUTION

QUÉBÉCOISE

numéro un - volume un
septembre mil neuf cent soixante-quatre
cinquante cents

Indépendance, voie d'évitement ou voie royale? page 7

Nationalisme et classe ouvrière page 12

Le mythe René Lévesque page 21

Socialisme et sécession page 28

Syndicalisme étudiant et politique page 56

SOMMAIRE

septembre 1964

Présentation 3

L'indépendance: voie d'évitement ou voie royale 7
pierre vadeboncoeur

Le nationalisme québécois et la classe ouvrière 12
pierre vallières

Le mythe René Lévesque 21
yves fournier

Socialisme et sécession 28
jean rochefort

Où est la gauche américaine? 40
wilfrid martin

Ti-Jean-La-Taxe 51
pierre vallières

Les enseignants, obstacle à la révolution 53
charles gagnon

Les dangers de la liberté! 54

Le syndicalisme étudiant doit-il avoir une politique? 56
bruno queysanne

RÉVOLUTION QUÉBECOISE

revue politique
paraît le quinze
de chaque mois

secrétariat et service d'abonnement:
3009 Maplewood, appt. 11, Montréal,

bureau, du lundi au vendredi:
de 2 à 5 et de 7 à 10 p.m.

directeur: pierre vallières
secrétaire à la rédaction: charles gagnon

distributeur: Agence de distribution populaire,
1130 est, rue Lagauchetière, Montréal.
Tél.: 523-1182

la revue ne se tient pas responsable des manuscrits qui lui sont envoyés.

prix: 50 cents. 12 numéros: $5.00 (étudiants: $3.00)

PRÉSENTATION

Le Québec est en marche vers l'émancipation. Depuis environ trois ans, grâce à la génération montante, l'aspiration à l'indépendance nationale a pris au Québec une ampleur inconnue jusqu'ici. Le sentiment nationaliste a cessé d'être une revendication partielle pour l'égalité de langue et de culture, revendication qui, de génération en génération, contribuait jusqu'à maintenant à perpétuer l'asservissement économique du Québec comme réservoir de matières premières et de main-d'oeuvre docile, ignare, à bon marché.

La plupart des jeunes Canadiens français ont compris ou commencent à comprendre que l'infériorité du Québec n'est pas une question culturelle mais un problème d'injustice économique. Ils comprennent désormais que la source des maux du Québec n'est pas l'absence du bilinguisme hors des frontières québécoises, ni le nombre restreint de Canadiens français dans le fonctionnarisme fédéral, mais les déficiences d'une économie sous-développée. C'est pourquoi ils sont aujourd'hui convaincus, contrairement à la plupart de leurs aînés, que la période stérile des revendications linguistiques et religieuses, qui dure depuis deux siècles, est irrémédiablement révolue et que si le peuple du Québec veut vraiment sortir du sous-développement et vivre selon le standard de vie que permettent les techniques du 20e siècle, il lui faut devenir maître de son destin économique et politique.

L'ennemi véritable : le capitalisme

Cependant, les jeunes du Québec, en majorité indépendantistes et souhaitant sincèrement la fin du colonialisme au Québec, n'ont pas compris, pour la plupart, qu'il

ne suffit pas d'imposer quelques réformes au système capitaliste et de remplacer les employeurs anglo-saxons par des employeurs francophones pour rendre le peuple québécois maître de son économie. Toutes les énergies dépensées à cet effet n'aboutiraient qu'à faire la chirurgie plastique du capitalisme, à lui remonter le visage pour le rendre plus séduisant mais non moins oppressif.

Car même si le Québec réussissait à créer ses propres industries de transformation avec ses propres capitalistes (ce qui devient d'ailleurs de plus en plus difficile à cause de l'emprise américaine sur notre économie), le peuple serait encore soumis à la loi du profit maximum et de l'exploitation du salariat.

La plaie du chômage chronique et de l'insécurité sociale ne disparaîtrait pas pour autant.

C'est pourquoi la seule façon de rendre le peuple québécois concrètement indépendant, de le libérer définitivement du sous-développement économique et culturel, c'est l'établissement d'une économie québécoise de type socialiste.

Il ne s'agit certes pas de promouvoir un socialisme comme celui prôné par le C.C.F. (ou N.P.D.) qui n'a pu, en 20 ans de pouvoir ininterrompu en Saskatchewan, industrialiser cette province et a fini par être lamentablement éliminé par un parti aussi réactionnaire que le parti libéral.

Il ne s'agit pas non plus d'un socialisme à la suédoise où l'immense majorité (93%) des entreprises appartiennent au secteur privé, où, malgré une abondante législation sociale — d'ailleurs financée à même les revenus des seuls salariés —, le chômage n'a pu être éliminé totalement et est toujours susceptible de réapparaître de façon aiguë à la faveur des crises familières au monde capitaliste, et où près du quart de la production nationale est à la merci de la fluctuation des marchés étrangers.

Enfin, il ne s'agit pas davantage d'un socialisme "travailliste", comme on le pratique en Grande-Bretagne, où les nationalisations servent surtout à renflouer les secteurs non rentables pour l'entreprise privée et où la

planification économique, semblable à celle du capitalisme français, n'a pour but que de guider les investissements de l'entreprise privée et non d'éliminer le chômage ou l'inflation.

Au Québec, il s'agit, au contraire, d'établir un socialisme véritable, c'est-à-dire une nationalisation des grands moyens de production, de distribution et de financement qui permette d'organiser rationnellement, au moyen d'une planification adéquate et obligatoire, les principaux secteurs de la production industrielle et agricole, dans le but d'abolir le chômage, les inégalités sociales et l'insécurité.

La classe ouvrière : seule classe nationale

Il n'est pas dans l'intention des collaborateurs de cette revue d'offrir des solutions toutes faites aux problèmes complexes et particuliers du Québec, mais de participer, avec tous ceux qui y travaillent réellement, à l'élaboration d'une politique populaire, basée sur les réalités économiques et sociales et sur des perspectives révolutionnaires, qui sont la conséquence directe des injustices économiques et sociales subies par la masse des salariés.

L'une des principales tâches de "Révolution québécoise" sera de dénoncer les charlatans politiques et leurs fausses solutions. C'est ainsi, par exemple, que la sécession en elle-même est une mesure à combattre, si elle n'est pas nécessitée par l'établissement au Québec d'une économie de type socialiste, et si, n'étant pas exigée par les besoins de la classe ouvrière et les conditions économiques objectives de son développement, elle n'est qu'un moyen pour le capitalisme nord-américain de mystifier les masses et de les utiliser au renforcement de ses privilèges.

Au contraire, la sécession est chose nécessaire si elle est le moyen de rompre avec l'oppression ou si, du moins, elle s'avère une étape essentielle au développement d'une révolution sociale au Québec.

C'est uniquement dans cette perspective que "Révolution québécoise" veut mener le combat pour l'émancipation du peuple du Québec. Cette revue sera un instrument

de combat, au service des intérêts des salariés québécois, et non un périodique d'analyses académiques pour l'agrément d'"humanistes" sans responsabilité sociale et politique. "Révolution québécoise" n'est l'organe officiel d'aucun parti, mais appuiera, selon les circonstances, le ou les partis qui mèneront la lutte pour l'établissement d'un véritable socialisme au Québec.

"Révolution québécoise" veut être, en définitive, la conscience de classe de tous les travailleurs du Québec, intellectuels aussi bien que manuels, dans leur lutte pour abolir l'exploitation de l'homme par l'homme. ●

L'indépendantisme: voie d'évitement ou voie royale?

par pierre vadeboncoeur

Le mouvement séparatiste produit des effets d'une ampleur et d'une diversité singulières. L'aliénation nationale étant son postulat fondamental, notre condition véritable nous est révélée chaque jour avec plus de détails. Jusqu'ici, nous avions accepté, pour ainsi dire, notre infériorité. Voici que nous en faisons l'examen systématique et que chaque découverte relative à notre condition de vaincus et de subordonnés nous frappe maintenant comme une anomalie insupportable. Depuis deux ou trois ans, nous avons pris, à cause de cela, une orientation critique nouvelle, dont on ne peut encore mesurer les conséquences possibles: c'est une pensée analytique, chargée de mettre en lumière tous les faits susceptibles de nous révéler l'écart qui existe entre ce que nous comptons de biens, de valeurs et de pouvoir, et ce qu'un peuple doit normalement en posséder. Tout va être dévoilé. Cette promesse, de jour en jour un peu mieux remplie, représente une menace de poids. On essaie d'exposer, tout en la découvrant lentement, l'ampleur de notre retard et de nos servitudes. Il y a une ressemblance assez remarquable entre cette tentative et l'entreprise de ceux qui, au siècle dernier, s'étaient chargés, en Europe, de décrire la condition ouvrière et d'en dénoncer l'injustice. Leurs révélations n'avaient plus de fin; on pouvait sans cesse trouver de nouveaux faits, approfondir l'enquête et alerter la conscience politique. La réalité est inépuisable et nous venons d'en découvrir un riche filon. C'est à peine si une démarche de cette nature, révolutionnaire par la force des choses, a donné chez-nous les premières indications qu'elle peut fournir; elle ne fait que commencer. Pour la plupart de ceux qui s'y livrent, ils ne le font pas encore par méthode mais par intuition. Leur inventaire critique tend à envahir tous les domaines. Ce qui, depuis la montée du séparatisme, active l'examen systématique de nos aliénations nationales, c'est le projet que nous formons maintenant de nous auto-déterminer. Notre activité critique ne dépend plus seulement d'un souhait plus ou moins impuissant d'améliorer notre sort, mais d'une volonté, fortement déterminée au départ par le projet séparatiste, de renverser l'ordre dans lequel

nous avons vécu avec cette espèce de morosité et de fatalisme que les nationalistes classiques, par la faiblesse de leur projet, n'avaient fait qu'entretenir. Les séparatistes cherchent à tout déclarer de notre condition nationale, parce que chaque pauvreté qu'ils découvrent et dénoncent apporte à leur thèse l'appui d'un argument de plus. Comme leur but est, en un sens, extrême, leur recherche doit l'être aussi. Elle exige d'exposer tous les faits dont nous n'avions qu'une demi-conscience. Peu à peu apparaît le ridicule de la situation d'un peuple qui ne se possédait plus économiquement, ni culturellement, ni, pour une bonne part, politiquement, et qui était donc à la merci des politiciens, des financiers, et même des moindres inclinations de l'histoire: tout se faisait sans que nous intervenions. On dira que les séparatistes ne sont guère conscients, pour la plupart, de nos aliénations économiques; c'est juste, mais il est dans la logique de la critique qu'ils ont entreprise que cette omission ne persiste pas longtemps. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles le pouvoir se donne actuellement tant de mal pour combattre le mouvement indépendantiste.

PARTI PRIS reprend à pied d'oeuvre l'exploration de notre condition, à partir d'un certain nombre de postulats qui sont pour cette revue autant de points de repère et même d'instruments d'étude. PARTI PRIS semble avoir décidé de faire une analyse plus libre et plus ambitieuse que jamais de notre situation. Ce mensuel est d'abord un parti-pris de pousser aussi loin que possible la théorie de notre aliénation nationale. Ce qui fait que cette revue est réellement révolutionnaire, ce n'est pas qu'elle le proclame ou qu'elle se réfère — d'une manière d'ailleurs assez fatiguante — au marxisme-léninisme, c'est que ses rédacteurs ont résolu de scruter systématiquement la situation nationale pour en dégager, grâce à une réflexion orientée, les traits d'une société trompée et ne possédant qu'un nombre insuffisant de leviers de progrès. Je cite PARTI PRIS parce que ce périodique, issu du séparatisme et du socialisme, est à l'avant-garde de l'indépendantisme en ce qu'il tend à élargir ce dernier jusqu'à ses dimensions véritables.

Deux attitudes

On peut observer deux attitudes essentiellement contraires à l'égard du mouvement d'idées que le séparatisme a suscité. Dans le premier cas, on se sent engagé dans une vaste investigation, on assume la responsabilité de définir jusque dans les moindres détails l'impasse historique où nous avons abouti, on se livre sans réserve à cet inventaire critique, on veut éviter de refermer prématurément le dossier, on veut à tout prix, par la remise en question du sens de l'histoire québécoise, pénétrer une réalité que les générations précédentes ont vraiment fait défaut de critiquer en profondeur. En un mot, le séparatisme ayant ouvert une carrière nouvelle à la pensée politique québécoise, on ne veut pas y tourner court : on connaîtra coûte que coûte la réalité de nos aliénations.

Dans le second cas, c'est tout le contraire : il s'agit de court-circuiter le mouvement. On tente même de baillonner les journalistes et de noyer l'opinion sous un déluge de commentaires fédéralisants. Une nuée de personnes proposent hâtivement des accommodements divers. Les journaux sont remplis de leurs déclarations. Je ne mets aucunement en doute la sincérité d'une partie de ces commentateurs. Je me contenterai de dire ceci à l'adresse de ceux qui sont sincères : ils se hâtent d'agir, mais il leur échappe qu'ils le font AVANT que toute la vérité ne soit connue. Cette hâte est d'ailleurs partagée par les exploiteurs. Tout ce qu'il y a de politiciens dans le pays, sauf de rares exceptions, s'agitent comme en campagne électorale. La GAZETTE, le STAR, la télévision, la radio, sont mis à contribution. LE DEVOIR de M. Ryan et les auteurs du MANIFESTE POUR UNE POLITIQUE FONCTIONNELLE font bon ménage avec eux. Ils ne font pas que tenter de briser un mouvement, ils coupent court à une analyse. Ils tentent de mettre fin à une prise de conscience avant qu'elle n'ait mûri. Or, il se trouve qu'on a soudain la chance de bouleverser l'évaluation qu'on a toujours faite de notre condition nationale. Pour la première fois peut-être, portés par le mouvement séparatiste, nous voici à même de prendre la mesure de notre histoire et de ses perspectives, aussi bien que de mettre à nu les structures imaginaires de notre établissement économique, culturel et politique : enfin nous allons connaître de quelles illusions nous nous bercions et quelles sont les conditions d'une existence nationale véritable. Proposer des accommodements à ce moment-ci, chercher à régler leur compte aux agitateurs en proposant à la masse des québécois des politiques dites fonctionnelles ou encore des replâtrages politico-juridiques conçus dans la cervelle collective du cabinet fédéral, c'est réellement essayer de faire avorter une prise de conscience que toutes les générations du Bas-Canada ont obscurément cherché jusqu'ici à opérer. Il est remarquable, par contre,qu'une grande partie de ceux qui cherchent actuellement à sortir du rêve sur lequel repose l'acceptation plus ou moins avouée de l'ordre établi dans divers domaines, qu'il s'agisse de militants du Mouvement laïque, de tenants du socialisme ou de ceux qui cherchent à créer une vraie littérature, une vraie pensée philosophique, une vraie musique, une vraie peinture ou du vrai cinéma, sont de plus en plus sympathiques à l'indépendantisme, comme s'ils sentaient que le séparatisme procédait d'un désir de définir de

vrais rapports contre des rapports faux et tendait à écarter, en politique aussi et en politique surtout, cette espèce d'abandon au fil de l'histoire, cette espèce de crainte de la volonté créatrice, de la révolution et du défi, cette espèce de laisser-aller qui a permis à toutes les situations particulières que nous déplorons de se former.

L'irrationnelle politique fonctionnelle

Prétendre faire échec à une remise en question aussi radicale en lui substituant l'idée d'un idéal politique "fonctionnel", c'est écarter une part importante des motivations irrationnelles et rationnelles nécessaires à tout grand mouvement politique et réduire la politique à la définition qu'en pourrait donner un sous-commissaire au plan doublé d'un professeur de sciences politiques. Nul ne nie que la politique doit être fonctionnelle, étudier et résoudre des problèmes précis. Les séparatistes, je le concède, sont loin d'avoir considéré les problèmes nationaux avec la rigueur scientifique et la précision technique qui s'imposent. Mais le MANIFESTE POUR UNE POLITIQUE FONCTIONNELLE n'est pas de son côté un simple plaidoyer en faveur de l'exactitude et du réalisme politiques; ce document a lui-même son côté irrationnel. Il véhicule lui-même une idée globale. Il repose à cet égard sur une contradiction surprenante pour un écrit dont le principe veut être celui du réalisme immédiat : son intention profonde est de faire échec à une idée révolutionnaire globale et imprécise en refusant globalement cette idée. En somme, le MANIFESTE, sous le couvert d'un certain réalisme, constitue un appel aussi général et aussi arbitraite que le mouvement qu'il combat, si tant est que le mouvement indépendantiste soit arbitraire. Le subterfuge sur lequel il est fondé apparaît avec la plus grande clarté si l'on s'avise qu'un tel document, moyennant certaines modifications, aurait pu être rédigé par un séparatiste et constituer un apport à la pensée des tenants de l'indépendance.

Mais le MANIFESTE est fort présomptueux par un autre côté, et ici nous rejoignons l'idée principale de cet article. L'analyse que ses auteurs ont faite de la réalité politique les a conduits à formuler certains objectifs auxquels ils ne se contentent pas de croire, mais qu'ils proposent comme exemplaires des buts qu'il faut exclusivement chercher à découvrir si l'on veut parvenir à une société meilleure. La ligne critique du MANIFESTE serait préférable à la recherche qu'une nation, exploitée depuis deux siècles en tant que collectivité nationale, est en train de faire dans l'espoir de se ressaisir. Des études comme celle du MANIFESTE seraient plus fécondes, plus prometteuses, plus capables de provoquer des changements profonds et bénéfiques que l'effort critique d'un peuple qui scrute, à la faveur de ses objectifs nationalistes, les causes de sa stagnation séculaire, identifie ses servitudes, les nomme, travaille à s'en libérer, bref reconnaît qu'il fut vaincu par tous, y compris ses propres élites, depuis toujours, militairement, économiquement, socialement et entreprend de secouer ses jougs. Un mouvement révolutionnaire aurait moins de chances de créer, par ses motivations générales et grâce aux penseurs qui s'y intéressent, une pensée politique valable et cohérente qu'une poignée d'intellectuels à la pensée glaciale. Au surplus, un peuple défavorisé sur tous les plans aurait moins à gagner en analysant sa situation de nation historiquement compromise qu'en écoutant des fonctionnaires de la pensée politique exacte et universelle nier qu'il y ait quelque intérêt à ce que ce peuple se reconnaisse collectivement, détermine ses désavantages et s'ébranle pour s'en délivrer. En d'autres termes, il y aurait moins de problèmes réels à rencontrer et à résoudre dans la démarche d'une nation soudainement devenue consciente de sa condition, que dans celle d'un certain nombre d'analystes dégagés de tout, si ce n'est des idées qui les visitent dans le fond de leurs laboratoires, à l'ombre de leurs collections d'auteurs.

Le mouvement séparatiste ne constitue pas une distraction, contrairement à ce que pense CITE LIBRE, car ce vers quoi il tend doit lui faire rencontrer sur sa route la somme de nos problèmes, comme il semble que PARTI PRIS en ait déjà donné l'indication. L'indépendantisme n'est pas une voie d'évitement; il peut tout au contraire être une voie royale. Tout dépendra à cet égard des réflexions qui le nourriront. Une chose me paraît évidente : c'est qu'il est impossible de considérer nos aliénations nationales dans une perspective sérieuse de libération sans faire une critique complète de notre situation, ce qui conduirait à révolutionner nos conceptions dans tous les domaines. Un peuple qui décide de se gouverner est un peuple qui entreprend de se critiquer et de s'organiser. Il me paraît clair que l'idéal indépendantiste implique une critique du capitalisme, de la situation religieuse, du système d'éducation, du syndicalisme, de la culture, etc. L'indépendantisme se présente donc comme un moyen de renouveler notre vision. Il est d'essence révolutionnaire. ■

Le nationalisme québecois et la classe ouvrière

par pierre vallières

Un des résultats les plus heureux de la victoire libérale du 22 juin 1960 a été de favoriser la naissance d'un mouvement national au Québec, c'est-à-dire, pour la première fois dans son histoire, la volonté du peuple québécois de saisir enfin ce qui lui appartient, de ne plus se contenter de quêter du pouvoir fédéral une obole de pauvre, mais de rechercher une auto-détermination véritable par la récupération de ses droits économiques, politiques et sociaux, systématiquement ignorés depuis la Conquête de 1760.

On sait que le programme des libéraux, en 1960 comme en 1962, était axé sur la justice sociale et les réformes administratives. Même si le parti libéral est loin d'avoir tenu toutes ses promesses, son arrivée au pouvoir et la fin de l'inquisitoriale Union nationale ont favorisé une prise de conscience que le retour des libéraux à la démagogie duplessiste et à l'impuissance, après seulement quatre années de pouvoir, ne réussira pas à éteindre mais au contraire attisera.

Contrairement aux "vagues nationalistes" précédentes, qui ne reposaient que sur un sentimentalisme catholique et francophile vide de tout contenu économique et social, le mouvement national actuel, bien que déformé par la propagande bourgeoise qui veut l'utiliser à son seul profit, porte en lui une protestation sociale et des revendications économiques qui, en s'élargissant et s'approfondissant, pourraient bien déboucher un jour sur une révolution, car il est dirigé contre l'ensemble des aliénations dont souffre le peuple québécois et vise un objectif plus vaste et plus concret que de simples buts politiques.

Mouvement national et lutte des classes

La force agissante au sein du peuple québécois n'est pas le racisme, comme certains se plaisent à le dire pour masquer une force qui risque de les déloger un jour du pouvoir, mais bien la lutte des classes. On remarque, en effet, que la colère grandissante rencontrée chez les travailleurs urbains comme chez les ruraux porte *à la fois* sur les deux formes de gouvernement dont le capital se sert au Québec pour asservir le peuple, soit, depuis la Confédération de 1867, le double pouvoir fédéral et provincial, institué par les Britanniques, avec la complicité des élites québécoises, dans le but très net d'exploiter le Québec au profit de l'Ontario. La discrimination exercée envers le peuple québécois, au nom du respect de la Constitution sacro-sainte, défendue par le capitalisme comme le dogme par les évêques, a cessé d'être pour la masse, ignorante de ses droits, une fatalité contre laquelle il n'y a rien à faire. De même, la lâcheté traditionnelle des gouvernements qui se sont succédés à Québec a fini d'être rentable pour la bourgeoisie autochtone qui s'est toujours refusée à "salir" sa respectabilité d'emprunt dans des aventures compromettantes pour les détenteurs du capital dont dépendent uniquement son prestige et ses privilèges.

Ce n'est pas un hasard si en novembre 1962 le parti libéral a subi une défaite dans les 10 comtés les plus sous-développés du Québec et si, quelques mois auparavant, aux élections fédérales, le Crédit social avait balayé la province. Les travailleurs, particulièrement les ruraux, deux ans après le déclenchement de la "révolution tranquille" exprimaient ainsi en bloc leur scepticisme au sujet des discours sur la libération économique, la politique de grandeur ou d'unité nationale, les appels nationalistes et opportunistes des libéraux.

La révolte créditiste

La révolte créditiste contre l'augmentation des taxes fédérales, provinciales, municipales et la diminution croissante du pouvoir d'achat, a été "la première expression intuitive globale de données révolutionnaires au niveau des masses québécoises" (1).

Ceux qui ont voté en faveur du créditisme, d'origine essentiellement populaire, ont certes donné leur appui à une politique à la fois nationaliste, réactionnaire et ignorante des véritables données économiques. Mais le Crédit social était et demeure encore le seul parti politique répondant à l'angoisse des exploités du Québec, exploités dans tous les sens du mot, aussi bien culturellement qu'économiquement. Ces derniers n'avaient pas d'autre choix, et leur mérite a été de traduire spontanément, comme l'a déjà noté Michel van Schendel, "le lien entre un vieux mécontentement anti-capitaliste, une expérience des luttes syndicales, une humiliation de colonisés ET un ressentiment à l'endroit du régime fédéral (2), conçu en fonction de l'industrialisation "pacifique" de l'Ontario.

Si le Crédit social est, malgré lui, révolutionnaire, ce n'est pas parce qu'il est ou se prétend "nationaliste", mais parce qu'il "est le seul parti qui soit parvenu à être très près du peuple sans avoir recours au patronage" (3), au moyen duquel la classe dirigeante ache-

tait jusqu'à maintenant le vote populaire, dit "démocratique". Le peuple n'est jamais nationaliste. Quand il est décidé à obtenir un changement radical, il devient révolutionnaire. Mais jamais il n'a intérêt à soutenir le nationalisme dont se sert la bourgeoisie pour asservir à ses intérêts une population ignorante et mystifiée.

Quand M. Laurent Legault, président provincial du Ralliement des créditistes, déclare que son mouvement est soutenu par le "sentiment nationaliste" et que 80% de la population du Québec est nationaliste, il ajoute spontanément comme explication que cette population en a assez des compromis qui font des Québécois des citoyens de seconde zone, promis au chômage et à l'insécurité (4). En fait, les créditistes, comme la plupart des Québécois, baptisent du terme "nationalisme" tout ce qui est revendication nationale, revendication de tout un peuple.

Une revendication nationale véritable (5) ne peut qu'être une revendication ouvrière, une revendication de l'immense majorité des habitants d'un pays. Tandis que le nationalisme n'est qu'une phraséologie ronflante par laquelle la bourgeoisie d'un pays endort le peuple pour mieux l'aliéner et l'exploiter dans le sens de ses privilèges et des privilèges de ceux dont la puissance financière l'aide à se perpétuer à la manière d'une aristocratie de droit divin. Trop souvent, le nationalisme est un moyen puissant d'infantiliser les masses pour ceux qui, refusant systématiquement de les politiser, ont besoin d'être soutenus non par le peuple, contrairement à ce qu'ils disent, mais par le capital dans l'exploitation du peuple.

Il arrive, toutefois, que les revendications populaires et celles de la bourgeoisie nationale coïncident, pour un court laps de temps, du moins dans les mots. Mais il ne peut exister d'entente sur le fond ni sur le sens de ces revendications. Ainsi en est-il, aujourd'hui, au Québec, de la lutte pour l'autodétermination, qui doit être inscrite au programme des luttes sociales les plus urgentes. En effet, le problème en cause n'est pas celui d'un simple séparatisme constitutionnel mais d'une rupture radicale avec un ordre politique, économique et social injuste, contrôlé par le gouvernement d'Ottawa et celui de Washington au profit des seuls Anglo-saxons du Canada et des Américains, pour qui le Québec n'est qu'un réservoir de matières premières et de main-d'oeuvre à bon marché, en plus de constituer un marché intéressant pour les distributeurs des produits étrangers.

La lutte pour l'autodétermination, seuls au fond les travailleurs la prennent vraiment au sérieux, car seuls ils sont intéressés vraiment à libérer la nation québécoise de l'asservissement économique. Quand nos politiciens, eux, parlent du droit à l'auto-détermination et même à la séparation pour le Québec, c'est parce qu'ils ont besoin d'un plus grand pouvoir politique pour accroître la puissance financière des capitalistes autochtones dont ils sont chargés, par leur fonction, de défendre les intérêts. Il se peut même qu'à plus ou moins brève échéance le gouvernement du Québec renforce les positions de l'entreprise privée au lieu de nationaliser progressivement l'économie, parce que les impératifs financiers, déterminés par la classe dirigeante, l'exigeront. Comme à l'époque duplessiste, la xénophobie et la défense de la culture tiendront alors lieu de justice sociale et les salariés n'auront plus qu'à attendre une autre "révolution tranquille" pour se faire dire une fois de plus par un Jean Lesage que "le corps de pensée néo-libérale en matière économique est le seul adapté aux exigences du bien-être des citoyens dans l'Etat moderne" et que vraiment "beaucoup trop de gens nourrissent l'illusion socialiste"! (6)

Le mensonge libéral de Lesage à Marchand

Pour les Québécois, comme pour la plupart des peuples du monde, "la question nationale est *une partie* de la question générale du développement de la révolution" (7) chez eux. Dans chaque pays, aux diverses étapes du développement économique et culturel, la question nationale se pose de différentes manières et comporte des tâches différentes. A chaque étape également du développement historique, la bourgeoisie et les travailleurs, comme on l'a déjà souligné, envisagent la question nationale d'une façon opposée. La bourgeoisie, elle, place toujours au premier plan ses propres revendications nationales, qu'elle formule de façon catégorique afin de subordonner les ouvriers à *sa* politique. Pour le prolétariat, il importe toujours, quelle que soit la solution envisagée au problème national, d'assurer le développement de sa propre classe, son émancipation véritable. La bourgeoisie, elle, cherche à garantir ses *avantages* et, pour ce faire, entrave par tous les moyens le développement de la classe ouvrière. Quand elle prétend vouloir établir une "démocratie politique" qui réponde, comme dit M. Lesage, "aux exigences du progrès dans le domaine social et dans celui de l'économie" (8), la bourgeoisie trompe volontairement les masses, car si elle disait vrai elle éduquerait les masses dans l'esprit du socialisme et renoncerait volontairement à tous ses privilèges.

Le refus des libéraux de travailler d'une façon conséquente à la libération du peuple se vérifie au Québec par l'acharnement qu'ils ont manifesté, lors des dernières élections, à dénigrer le mouvement populaire surgi d'une dépendance trop longue et d'un sous-développement chronique dans de vastes régions. La colère du peuple fut interprétée comme une renaissance du fascisme et l'idéologie *formellement* rétrograde, utopique et, par certains côtés, goldwatériste du Crédit

social a alimenté une critique "libérale" dont le principal souci n'était pas d'éviter l'avènement du fascisme au Québec mais de prévenir, de distraire et, si possible, de tuer dans l'oeuf la volonté populaire de secouer les vieilles structures pour les remplacer.

La presse et les syndicats, vendus à la cause capitaliste, n'ont pas ménagé leurs invectives contre les créditistes. Ils ont démoli *la forme* de cette politique avec une sainte indignation verbeuse, sans pour autant s'attaquer au *fond* du problème. D'ailleurs, pour ne parler que des syndicats, comment Jean Marchand, par exemple, qui préside l'unique centrale syndicale proprement québécoise, aurait-il pu à l'époque et pourrait-il maintenant défendre des intérêts qui lui sont étrangers? M. Jean Marchand préfère la compagnie des chefs de gouvernement à celle des ouvriers. Ses amitiés en font un représentant involontaire peut-être, mais réel du capital, à tel point qu'il peut se croire obligé parfois de défendre l'employeur en même temps que l'employé, l'exploiteur en même temps que l'exploité. Cette situation d'*arbitre* l'oblige à favoriser le moins possible l'éducation politique des syndiqués pour ne s'en tenir qu'à leur *organisation* dont il a besoin lui-même pour être un patron comme ses amis le sont.

Or, les syndicats constituent présentement les seuls organismes sociaux susceptibles, à partir des multiples luttes revendicatives engagées dans les entreprises, de promouvoir une action politique qui devrait logiquement résulter d'une expérience quotidienne d'exploitation. Ce sont les syndicats qui ont fait prendre conscience aux travailleurs des injustices dont ils sont toujours victimes. Mais ce sont les mêmes syndicats qui, par leur refus de "politisation" et leurs compromissions avec le capital qu'ils osent de moins en moins dénoncer, contribuent à renforcer chez les ouvriers cette sensation d'impuissance, d'inutilité, d'humiliation avec laquelle le Crédit social, au moins, a osé rompre.

Affirmation nationale et révolution

C'est parce qu'il exprimait une juste révolte que le Crédit social a balayé la province il y a deux ans. En fait, le "choix" créditiste n'a pas été pour le cultivateur et l'ouvrier une question de "préférence": ce fut la conséquence logique de leur propre position dans la société. Ce choix, au fond, était socialiste, mais il n'y avait pas à l'époque de parti socialiste pour catalyser la rébellion populaire. Un tel parti n'existe toujours pas concrètement et tant qu'il n'y en aura pas un d'implanté dans les masses, les salariés québécois continueront d'être mystifiés (ou contraints) soit par les utopies de partis populistes sans cohésion, soit par les slogans bien-pensants et mensongers de la démocratie libérale.

Mais, déjà, avec le vote créditiste irrationnel, s'est manifestée sans ambiguïté une volonté encore confuse, mais déterminée, d'une transformation de la société québécoise qui ne pourra se faire que par le socialisme.

Les perspectives ouvertes par le succès du Crédit social ne peuvent être que la conséquence de réalités économiques et sociales, telles qu'elles se manifestent quotidiennement, notamment à travers les grèves ouvrières et les luttes de plus en plus nombreuses menées par les cultivateurs du Québec. C'est à partir de ces luttes revendicatives que le travailleur québécois est de plus en plus amené, inévitablement, à prendre conscience du système économique et social qui l'opprime et de la nécessité d'agir sur le plan politique pour le transformer.

Le besoin d'affirmation ou de réaffirmation nationale du travailleur québécois est fondé sur le besoin du plein emploi, de la sécurité sociale, de la liberté à l'éducation et au bien-être, de la maîtrise économique et politique de son destin. Au contraire, la bourgeoisie autochtone, elle, base ses revendications sur son désir de prendre de plus en plus au Québec la place des exploiteurs anglo-saxons et américains — ou du moins d'obtenir une meilleure part du gâteau — afin d'augmenter ses profits et ses privilèges aux dépens des ouvriers, d'ajouter l'oppression nationale à l'oppression coloniale ou néo-coloniale.

Mais la bourgeoisie québécoise, — qui ne vise qu'à abolir le paternalisme et non le capitalisme —, est divisée sur la manière d'exploiter le peuple. D'un côté, il y a les fédéralistes-coopératifs sans imagination et fixés au passé; de l'autre, on trouve les partisans de plus en plus nombreux de l'Etat associé parmi lesquels se regroupent les saint-jean-baptistards, la plupart des libéraux et des conservateurs, qui n'hésiteront pas à devenir séparatistes si le pouvoir central continue de faire la sourde oreille aux revendications du Québec.

Les uns et les autres constituent une même classe sociale, formée surtout de professionnels "évolués", de quelques financiers et de clercs, d'un nombre assez considérable et jouissant de pouvoirs financiers suffisants pour justifier une action politique concertée au nom des "intérêts collectifs" du peuple québécois. Jusqu'à tout récemment, cette bourgeoisie, qui s'était construite un système de sécurité à l'intérieur des structures confédérales, prêchait l'équilibre et la bonne entente chaque fois qu'une tension surgissait entre les deux groupes ethniques du Canada. Le statu quo lui était alors économiquement profitable et le fait que la nation québécoise était placée en dehors de l'histoire, de la prospérité et des décisions politiques du gouvernement canadien ne la gênait nullement. Si cette classe est aujourd'hui nationaliste, c'est

uniquement à cause du chauvinisme et de la maladministration du gouvernement fédéral qui compromet son existence par son manque d'intelligence et de hardiesse. La bourgeoisie québécoise a compris que, si elle veut préserver et consolider les privilèges économiques et sociaux que lui a accordés le capitalisme nord-américain, elle doit conquérir en partie le pouvoir politique.

Seuls les attardés fédéralistes-coopératifs refusent cette évolution normale au monde capitaliste et opposent à l'Etat associé ou séparé le maintien du statu quo actuel et des vieilles structures. Les fédéralistes-coopératifs sont en fait assimilés au groupe anglo-saxon et, croyant défendre leur propre bourgeoisie, n'ont pas pris conscience des vrais intérêts de cette bourgeoisie et des contradictions qui nécessairement l'opposent au pouvoir central, tout comme elles l'opposent, d'une autre manière mais pour les mêmes raisons, à la masse des travailleurs.

Dans un Etat capitaliste comme le Canada, nier la libre détermination de la nation québécoise, c'est-à-dire sa liberté de rompre avec le reste du Canada, c'est défendre purement et simplement les privilèges du groupe national dominant et vouloir empêcher que les Québécois obtiennent au moins les mêmes avantages que les Anglo-saxons.

Mais soutenir le droit de séparation pour le Québec, ce n'est pas soutenir le nationalisme bourgeois qui s'y manifeste, c'est se mettre à l'avant-garde et faire passer dans l'effort de transformation de la société un mot d'ordre qui empêche les opportunistes québécois de s'accommoder, aux dépens de la population, de certains arrangements discriminatoires avec le groupe majoritaire anglo-saxon. Au sein du nationalisme québécois, même bourgeois et réactionnaire, il existe, comme dirait Lénine, "un contenu démocratique général dirigé contre l'oppression" et c'est ce contenu que la classe ouvrière québécoise peut appuyer sans restrictions.

En somme, il est dans l'intérêt de l'ouvrier urbain ou rural d'être *avec* la classe dirigeante dans sa lutte contre l'injustice sociale et l'exploitation économique pratiquée par la nation dominante. Mais pour autant que cette même classe dirigeante défend son propre nationalisme bourgeois, et non pas les intérêts des travailleurs, l'ouvrier urbain ou rural se doit de ne tolérer aucunement cette recherche de privilèges dont il paiera sûrement les frais.

Appréciée sous l'angle de la lutte des classes, la bataille menée par la classe ouvrière québécoise se pose sur plusieurs terrains. D'un côté, les travailleurs ne doivent avoir aucun scrupule à exploiter à leur profit et au maximum les compétitions très vives qui existent entre les capitalistes *canadian* et les capitalistes québécois et qui sont au fond des tensions actuelles entre Ottawa et Québec. D'un autre côté, ils ne doivent pas se faire d'illusion et bien voir que ces deux capitalismes frères sont très *dépendants* depuis 50 ans du capitalisme monopoliste des Etats-Unis et que le Québec demeurera l'appendice pauvre d'un système qui couvre la moitié du monde et qui favorise l'exploitation du plus grand nombre possible de pays au profit des actionnaires américains et de leurs amis, tant que la bourgeoisie québécoise conservera l'initiative de l'affirmation nationale.

En effet, cette bourgeoisie ne peut renforcer sa cohésion et ses privilèges de classe dominante que par sa dépendance du travail étranger et le durcissement de son idéologie capitaliste. Elle ne pourra jamais, à l'exemple des bourgeoisies d'Afrique et d'Amérique latine, jouer dans le développement économique du Québec le rôle actif des bourgeoisies américaine, britannique, allemande, italienne ou française. Son destin est irrémédiablement lié à celui du capital étranger et monopoliste, et à l'exploitation systématique de la classe ouvrière.

Comme il est indifférent à l'ouvrier que son principal exploiteur soit anglo-saxon, québécois ou américain, il doit être étranger à la démagogie et à la xénophobie nationalistes qui recouvre des privilèges discriminatoires.

La neutralité ouvrière vis-à-vis un nationalisme qui, en somme, ne concerne jamais le prolétariat, ne signifie pas le rejet absolu de tout mouvement national. Au contraire, comme on l'a dit plus haut, tout mouvement national est révolutionnaire ou pré-révolutionnaire, en ce sens que, à l'opposé du nationalisme, ce n'est pas la bourgeoisie mais le prolétariat qui se constitue comme classe nationale, comme classe en mesure de réaliser vraiment sous sa direction les objectifs nationaux.

Pour que le mouvement national québécois, issu de la "révolution tranquille" et de la révolte créditiste, ne soit anéanti bientôt par la réaction qui se réorganise actuellement (9), il faut au Québec une idéologie d'avant-garde et un parti capable de trouver le chemin des masses salariées, de les organiser et de les conduire à la lutte, puis au pouvoir.

Les socialistes québécois ne seront efficaces que le jour où ils réussiront à mobiliser les travailleurs pour une action commune contre le capital.

Advenant le fait que les Canadiens anglais et les Américains concèdent l'indépendance politique à la bourgeoisie québécoise, afin de préserver par son intermédiaire les intérêts économiques du capitalisme, un long chemin restera encore à parcourir pour le Québec, de l'indépendance politique à l'indépendance complète et, par là, au socialisme. Ce serait vraiment un dangereux recul pour le Québec si l'indépendance, réclamée à grands cris, signifiait bientôt une limitation des objectifs fondamentaux de la lutte pour l'égalité sociale

et un rétrécissement du mouvement de libération nationale, en faveur d'une nouvelle aliénation politique.

Seule la formation et le développement d'une conscience de classe antagoniste parmi les couches défavorisées de la population peut éviter au Québec le sort actuellement réservé aux républiques d'Amérique latine. ■

---

(1) Michel van Schendel, La maladie infantile du Québec, dans Parti Pris, no 6.

(2) Ibid.

(3) Adèle Lauzon, Maclean, avril 1964, page 1.

(4) Ibid.

(5) La revendication nationale dont il est question ici englobe, il va sans dire, "la remise en question du sens de l'histoire québécoise" suscitée par le mouvement indépendantiste, et dont traite Pierre Vadeboncoeur dans l'article qui précède celui-ci. L'idéal indépendantiste est celui du peuple québécois dans la mesure même où il inplique non seulement la critique mais le rejet du capitalisme.

(6) Lesage s'engage, Editions politiques du Québec, 1959.

(7) Staline, La question nationale et le léninisme, Editions en langues étrangères, Moscou 1954.

(8) Lesage, Ibid.

(9) Et qui se manifeste par la multiplication des conflits ouvriers, le lock-out de La Presse, la montée de Pierre Laporte au sein du parti libéral, le peu d'empressement du gouvernement à réaliser le complexe sidérurgique, etc. Dans un prochain numéro, nous reviendrons en détail sur ces problèmes.

Le mythe René Lévesque

par yves fournier

Les déficiences d'une économie comme celle du Québec constituent un fait devant lequel désormais personne ne peut fermer les yeux. Mais les solutions à apporter au sous-développement du capitalisme québécois n'ont pas seulement un contenu technique, comme essaye de le faire croire, par exemple, M. Eric Kierans, ministre québécois du Revenu et ancien président de la Bourse canadienne et de la Bourse de Montréal. Ces solutions ont également et surtout une portée sociale, diamétralement opposée selon les groupes qui les inspirent.

Comme le remarque Ernest Mandel (1), dans un article consacré au néo-capitalisme belge, "la nécessité d'une reconversion industrielle fondamentale (2) implique techniquement la nécessité d'un *accroissement des investissements* (3). Mais cet acroissement peut être obtenu d'après la logique capitaliste — par une augmentation du taux de profit — ou, au contraire, par une incursion tyrannique contre la propriété privée (nationalisations ; ponction fiscale sévère contre les capitalistes; planification impérative, etc.). L'accroissement des investissements doit aboutir à un développement prioritaire des industries "nouvelles". Mais ce développement peut résulter soit d'une aide sélective de l'Etat (en dernière analyse : une nationalisation des pertes et des risques au profit du capital privé) soit, au contraire, d'un développement de nouvelles industries étatiques, avec des capitaux enlevés au secteur privé (nationalisation des bénéfices au profit du secteur public). La planification peut être *impérative*, selon un plan qui fixe des priorités d'après des critères d'intérêt des masses; elle peut aussi être simplement *indicative*. et ne représenter dès lors qu'une coordination entre les prévisions des principaux trusts et groupements nationaux" et étrangers (américains).

"Bref, conclut Ernest Mandel, des formules techniques *apparemment* identiques ou analogues (4) peuvent recouvrir soit des *réformes néo-capitalistes* qui ont pour but d'améliorer le fonctionnement de l'économie capitaliste et de faire payer aux masses les frais de la reconversion, soit des *réformes anti-capitalistes*, qui ont pour but de briser l'emprise des holdings sur l'économie du pays et d'imposer au grand capital les frais d'une

rénovation économique et *sociale.*"

Dans tout régime capitaliste, de même qu'il est normal que le choix de la production à entreprendre se fasse fondamentalement en fonction de l'argent que cette production fera faire, du profit qu'elle permettra de réaliser, il est dans l'intérêt même du patronat que les réformes dans le domaine économique soient partielles, qu'elles n'atteignent jamais le stade à partir duquel elles deviennent irréversibles, c'est-à-dire ne soient plus à la merci de contre-offensives capitalistes.

C'est pourquoi, dans les pays capitalistes d'Occident, les nationalisations portent seulement sur l'infrastructure énergétique et routière et non sur la transformation elle-même. On nationalise ce qui coûte cher, ce qui pèse lourd dans le compte d'exploitation des entreprises : l'énergie, le transport, et on laisse à ces dernières ce qui leur rapporte : le stade de la transformation. Il serait étonnant qu'il en soit autrement en régime capitaliste où, pas plus qu'ailleurs, on n'est intéressé à se suicider soi-même. Comme le capitalisme est fondé sur l'exploitation des salariés par une infime minorité qui agit sans mandat de la masse et souvent même contre le consentement de la majorité des citoyens, il est tout à fait dans son intérêt que l'Etat, au moyen des taxes, prennent à sa charge "providentiellement", les dépenses jugées non rentables mais absolument essentielles au développement des entreprises privées, selon la loi sacrée du profit maximum.

Il s'agit pour le capitalisme de maintenir et d'accroître sa puissance par une mystification politique, le "pouvoir" de l'Etat, qui permet de prélever sur le revenu national l'argent à investir dans les secteurs non rentables. Dans ce but, on élabore une politique dite nationale que l'on présente au peuple comme une nouvelle étape de sa libération, alors qu'en fait, derrière les grands mots d'un pouvoir apparent, elle ne vise qu'à renforcer le pouvoir réel, celui de la finance.

L'unification des réseaux d'électricité au Québec

C'est ainsi qu'en se prétendant le porte-parole national des Québécois, le parti libéral a réussi en 1962 à remporter une deuxième victoire électorale et à faire croire au peuple qu'il était associé à "cette grande et fructueuse entreprise" de la nationalisation de l'énergie électrique, "facteur essentiel de notre épanouissement social et culturel", "condition première de notre libération économique et d'une politique dynamique de plein emploi" (5).

En fait, cette "victoire du peuple", qui permit au gouvernement libéral de nationaliser 10 compagnies privées et de les unifier à l'Hydro-Québec, a été le moyen pour le capitalisme américain, qui contrôle déjà plus de 80% de l'économie québécoise, de s'éviter de nouveaux investissements de base coûteux et de profiter à bon compte de l'unification des réseaux d'électricité, comme il profite des routes et des chemins de fer, pour maintenir et même accroître les profits qu'il réalise, — par exemple, dans le secteur minier, dont il contrôle complètement l'exploitation, depuis l'extraction jusqu'à la transformation finale en produits de consommation. De plus, la nationalisation de l'électricité tend à consolider la puissance économique de la bourgeoisie nationale. Celle-ci vient de mettre à son service une société générale de financement—une intelligente entreprise de patronage entre membres de l'Ordre (catholique) de Jacques-Cartier. Elle profitera largement au moyen de la Caisse provinciale de retraite d'une très importante source de capital, qui, sous des apparences de sécurité sociale sera utilisée contre les travailleurs. De plus, notre bourgeoisie s'apprête, par l'entremise de Jean-Louis Lévesque, à mettre sur pied une banque "nationale" et travaille activement à obtenir, soi-disant au nom de "la libération économique du Québec", une redistribution des pouvoirs de taxation qui enlèvera aux Canadiens anglais, pour le remettre aux capitalistes autochtones en crise de croissance, l'un des principaux instruments d'exploitation de tout régime capitaliste (6).

Au lieu de stopper l'hémorragie des richesses naturelles et d'utiliser rationnellement ces dernières comme monnaie d'échange afin d'obtenir en retour le matériel nécessaire à un démarrage industriel véritable, qui peu à peu permettrait aux travailleurs québécois de traiter eux-mêmes, sur leur propre sol, leurs matières premières pour les transformer en biens d'équipement et de consommation destinés au marché intérieur et au marché extérieur. Au lieu de nationaliser la forêt, les mines et le commerce, afin de permettre au Québec de traiter avec les autres pays dans une position forte, et non plus de dépendre continuellement des caprices de la politique spéculative des monopoles financiers et des sociétés d'export-import, le gouvernement du Québec, porte-parole et instrument du capital, encourage, au contraire, l'injustice sociale et la dictature des classes dominantes sur la masse des salariés.

S'il fallait juger le parti libéral d'après ce qu'il dit de lui-même et non pas d'après le rôle qu'il joue objectivement dans l'histoire du Québec, l'époque du colonialisme économique serait révolue, le Québec verrait enfin où il va et saurait désormais résoudre à l'avance les problèmes dont, jusqu'à maintenant, il avait à supporter les conséquences ! (7).

Mais la réalité est tout autre : le gouvernement libéral fait payer par le peuple les activités économiques non rentables et laisse aux Américains les activités qui leur profitent. Loin de promouvoir

le développement industriel du Québec, d'une part, il encourage, comme les régimes Taschereau et Duplessis la pure et simple exploitation des matières premières exportées vers les U.S.A., et, d'autre part, il laisse le capital américain prendre le contrôle de nos affaires et établir ses propres industries dans les secteurs dominants. En retour, tout ce qu'il réclame, c'est le maintien des privilèges d'une bourgeoisie francophone et catholique en Amérique du nord.

La "politique de planification économique mise sur pied de façon démocratique" (8) par le parti libéral ne vise pas d'autre objectif que celui d'édifier les structures d'un capitalisme autochtone, à la fois partenaire et concurrent du capitalisme nord-américain.

Quant à la politique d'"émancipation nationale", reprise tour à tour par les libéraux et les conservateurs, elle ne correspond nullement aux aspirations du peuple québécois et ne peut préparer qu'une nouvelle forme d'exploitation, qui tirera sa solidité à la fois de l'ignorance populaire, de la corruption des élites et de l'existence d'un leader (ou cheuf) capable d'apaiser le peuple, de le berner et d'assurer au régime suffisamment de stabilité pour que le "rendement" économique ne cesse de s'accroître.

René Lévesque ou Pierre Laporte

A chaque étape de son développement, la bourgeoisie a besoin qu'un homme populaire fasse écran entre les masses et ses manoeuvres crapuleuses. Cet homme doit posséder le pouvoir de mystifier les salariés par sa vertu morale, son patriotisme, son passé de militant, et en même temps être capable de se constituer gérant général de cette partie de la nation qui est impatiente d'annexer toujours davantage à son patrimoine la totalité des richesses nationales.

Le leader est choisi pour sa puissance morale à l'abri de laquelle la bourgeoisie peut sans crainte étendre ses privilèges. Contrairement à ce que l'on croit généralement, ce n'est pas le peuple qui choisit ses héros, mais les classes dominantes qui les lui imposent, qui les lui fabriquent par la propagande.

C'est de cette façon que naquit le mythe René Lévesque. Lévesque, principal artisan de la nationalisation de l'électricité, était un nouveau venu dans l'arène politique. Journaliste prestigieux, il ne traînait pas avec lui la réputation d'avocat véreux de certains candidats à la vie publique. C'était un pur, un homme incarnant les aspirations réelles du peuple, dont les déclarations sincères ne pouvaient que susciter l'enthousiasme. Le fait que certains de ses ennemis l'accusaient spontanément de communisme, parce qu'il avait des préoccupations sociales, renforçait encore son prestige auprès des masses qui percevaient dans cette "persécution" une véritable atteinte à leurs droits et à leurs aspirations.

Dans une sorte de rêve, les Québecois voyaient René Lévesque dénoncer des injustices flagrantes et partir en guerre à la fois contre la minorité anglo-saxonne du Québec et les patroneux du parti libéral dont la richesse s'accroît de la dilapidation des biens de la collectivité.

René Lévesque, c'était l'homme dont le capitalisme avait besoin pour réaliser l'unification des réseaux de l'électricité et, par là, faire croire au peuple qu'il devait abandonner son sort aux mains du parti libéral. "Jamais chez nous un parti politique n'a combattu avec autant d'ardeur pour un *idéal*", pouvait-on lire dans le manifeste du parti libéral, à la veille des élections de 1962. Lévesque n'eut pas grand-peine à convaincre la population du bien-fondé de la nationalisation, d'autant plus que cette question, vieille de trente ans, demandait depuis longtemps à être liquidée. Seul le caractère monolithique de la mentalité québécoise a pu donner à la bataille dirigée par René Lévesque en faveur de la nationalisation de l'électricité ce caractère mythique qui permit aux libéraux de passer pour courageux.

Aujourd'hui, l'homme qui a *fait* la nationalisation de l'électricité au profit du capital semble être écarté par ceux qui l'ont utilisé. On redoute son zèle qui pourrait mettre en danger la traditionnelle corruption qui fit la solidité des régimes Taschereau et Duplessis. Les libéraux ont eu besoin de lui pour se faire une réputation nouvelle et pour enivrer le peuple d'une illusion de progrès. Aujourd'hui, devant affronter malgré eux la volonté de plus en plus ferme des Québécois de sortir de la médiocrité et de l'infériorité économique, sociale, politique et culturelle, et voulant à tout prix que cette prise de conscience n'aboutisse pas au renversement de leurs privilèges, les libéraux, alliés en cela aux conservateurs, ont tout intérêt à se trouver un autre leader, cette fois un homme dont la puissance morale saura rassurer les forces de l'ordre, c'est-à-dire le capitalisme et le catholicisme, les patroneux et les évêques. Pour cela, Pierre Laporte, qui est membre de l'Ordre de Jacques-Cartier et qui suit pas à pas les traces de feu Duplessis, est beaucoup mieux préparé que René Lévesque, et la machine libérale semble l'avoir compris. Encore un peu de temps, et l'argent saura bien imposer aux masses le leader le plus rentable.

A mon avis, il ne reste qu'une seule porte de sortie à René Lévesque, s'il ne veut pas être enterré vivant: une option claire et nette. Cette option pourrait se formuler ainsi : avec le peuple ou contre lui, avec le peuple contre la bourgeoisie ou avec la bourgeoisie contre le peuple. Mais le fait que, depuis la nationalisation de l'électricité, il ait répété cent fois qu'il n'envisageait plus d'autres nationalisations,

le fait qu'il n'ait pas concrètement soutenu la réforme de l'éducation, amorcée par Gérin-Lajoie, le fait qu'il perde son temps à discuter de la question esquimaude plutôt que de s'attaquer de front aux problèmes sociaux, le fait qu'il soit demeuré silencieux lors de la présentation en Chambre d'un code du Travail anti-ouvrier, le fait qu'il n'ose pas intervenir publiquement dans un conflit social d'une importance majeure, comme celui de *La Presse,* le fait, également, qu'il juge durement ceux qui parfois le critiquent ou simplement le dérangent, ces faits, pour ne nommer que ceux-là, n'indiqueraient-ils pas que René Lévesque a déjà choisi et qu'il se range chaque jour un peu plus dans le camp des exploiteurs ? Peut-on considérer seulement comme une tactique politique une attitude qui encourage la désagrégation du mouvement social issu du dégel de 1960 et le retour aux ténèbres duplessistes ?

Il est difficile de porter un jugement serein sur René Lévesque, mais les questions et le scepticisme naissent d'eux-mêmes, quand un ministre aussi prestigieux se contente le plus souvent d'une démagogie nationaliste en guise de politique économique et sociale. Comme dans ce domaine un Pierre Laporte sait être beaucoup plus efficace, parce qu'il connaît mieux toutes les ruses du métier et qu'il n'a pas ces scrupules qui font passer Lévesque pour un "gêneur" aux yeux de certains libéraux rapaces, il est possible que le mythe Pierre Laporte succède bientôt au mythe René Lévesque, à moins que ce ne soit le mythe Paul Gérin-Lajoie.

De toutes façons, il devient urgent de démystifier ces hommes et ces politiques "libérales" qui, tantôt à droite tantôt à gauche, utilisent le sentiment populaire pour étendre la puissance des classes dominantes et entretiennent dans les masses le rêve d'un Messie tout-puissant et libérateur, pour éviter qu'elles ne décident elles-mêmes de réaliser rapidement la transformation des structures qui s'impose. ■

---

(1) Ernest Mandel est l'auteur d'un vaste ouvrage, Traité d'économie marxiste, publié chez Julliard. Cet ouvrage lui a acquis une incontestable autorité dans le domaine économique. Il est également l'auteur d'une excellente brochure: Initiation à la théorie économique marxiste, qui a été éditée par les cahiers du Centre d'Etudes Socialistes (Paris). De plus, Ernest Mandel est le rédacteur en chef de la revue militante belge "La gauche" et l'un des leaders du Mouvement Populaire Wallon.

(2) Cette nécessité est devenue une évidence pour un grand nombre de Québécois.

(3) Slogan préféré de M. Kierans.

(4) Comme la nationalisation de l'énergie électrique, la planification économique, la création d'une société générale de financement, etc.

(5) Manifeste du parti libéral (1962).

(6) "La fiscalité est à cet égard un moyen particulièrement puissant pour procéder de façon autoritaire à une répartition du revenu national dans un sens défavorable aux classes travailleuses. Le rapport de Rueffen fournit un exemple saisissant, il nous explique ouvertement que les Français consomment trop et qu'il faut diminuer la consommation — autrement dit, qu'il faut procéder à une répartition du revenu national défavorable à la classe des producteurs salariés. L'augmentation des impôts devient alors un moyen de réduire la consommation des travailleurs et de dégager, aux dépens de la consommation populaire, les crédits nécessaires pour l'armée, pour la police et pour l'enrichissement des classes dirigeantes." Michel Bridier, Perspectives politiques du mouvement ouvrier français, C.C.E.E., Paris 1962.

(7) Manifeste du parti libéral (1962).

(8) Ibid.

ÉTUDIANTS,

profitez du tarif spécial qui vous est fait

$3.00 par an au lieu de $5.00

ABONNEZ-VOUS MAINTENANT

Socialisme et sécession

par jean rochefort

Les Etats-Unis, château-fort du système capitaliste mondial, ont donné naissance à un mythe dangereux pour les salariés de l'Amérique du nord. Ce mythe est l'"exceptionnalisme" américain. Il consiste en l'illusion que le capitalisme américain est d'un type "exceptionnel" et qu'il n'est pas régi par les lois ordinaires du système capitaliste, tel qu'en Europe.

C'est ainsi qu'au début du siècle, les Américains croyaient que les grandes crises économiques n'étaient que des phénomènes européens. Mais la terrible crise de 1929, qui s'est prolongée avec certaines fluctuations jusqu'au début de la 2e guerre mondiale a brutalement sorti les Yankees de leur rêve somnambule. Depuis la 2e grande guerre, les Yankees sont retombés dans leur état d'hypnose. Car par la puissance accrue de leurs monopoles, dont les ramifications s'étendent maintenant sur les deux tiers du globe, les capitalistes yankees exportent dans les autres pays, avec leurs marchandises et surtout leurs capitaux, la gravité de leurs propres récessions économiques.

La richesse, et partant l'influence des monopolistes yankees sur le reste du monde capitaliste, a permis jusqu'ici aux USA d'accroître leur part du marché mondial, créant ainsi aux dépens du salariat étranger, une situation privilégiée pour leurs propres salariés.

Les Américains, depuis la 2e guerre mondiale en particulier, occupent ainsi dans le système capitaliste et dans le monde la place que les Britanniques occupaient au 19e siècle.

Mais les contradictions internes du capitalisme, nées de l'antagonisme inconciliable entre le caractère collectiviste de la production moderne et l'appropriation individualiste de cette production, c'est-à-dire entre les salariés créateurs de la richesse et les patrons accapareurs de cette richesse, ne sont pas disparues pour autant. Et en dépit de la situation privilégiée des travailleurs américains, l'éternelle insécurité engendrée par le système les hante et les menace de plus en plus.

Des millions de chômeurs

Selon l'évaluation minimale de Charles Killinsworth de l'université du Michigan, 8% de la population active des USA est sans emploi, y compris les chômeurs "invisibles" c'est-à-dire ceux qui ne sont plus enrégistrés parce qu'ils ont épuisé leurs allocations, ne cherchent plus d'emplois et vivent au crochet de leur parenté. De plus le patronat américain avoue qu'environ 60,000 emplois sont abolis chaque semaine par l'automation. Ce qui, incidemment, constitue le fondement même du problème des Noirs aux USA.

Mais le bilan n'est pas complet. Car en plus de ces chômeurs complets il y a les millions de chômeurs partiels et les millions de gagne-petit qui vivotent dans la pauvreté, et parfois la misère, et forment près du tiers de la population totale américaine. Ce qui dégonfle singulièrement le mythe de l'opulence des masses américaines.

En conséquence, le véritable "exceptionnalisme" américain n'est rien autre que l'"exceptionnel" inconscience des travailleurs yankees, dont les grandes centrales syndicales, en particulier la A.F.L.-C.L.O., servent à la défense du système capitaliste et à la glorification de ses institutions les plus délétères: l'entreprise privée et les partis politiques bourgeois.

Cependant, certains idéologues, conscients du danger que l'insécurité de l'emploi et la pauvreté font courir au système sacré de la libre entreprise, cherchèrent un correctif. Sous l'influence des théories économiques de Keynes, des théoriciens politiques, tel Walter Lippmann, et des économistes, élucubrèrent une doctrine destinée à rajeunir le capitalisme: le néo-libéralisme. Derrière le jargon technique et le lourd échafaudage académique, le néo-libéralisme ne se distingue du capitalisme traditionnel que par un certain interventionnisme, un vague dirigisme dévolu à l'Etat.

Une politique de cataplasmes

Il n'est pas question de faire disparaître la cause fondamentale des malaises sociaux, c'est-à-dire le caractère privé des grands moyens de production et de distribution mais seulement d'atténuer les symptômes les plus gênants. C'est ainsi que les Etats capitalistes nord-américains (U.S.A., Canada) adoptèrent, surtout depuis la guerre 1939-45, quelques mesures sociales, telles l'assurance-chômage, les allocations aux mères nécessiteuses, aux invalides, les pensions aux vieillards, etc., ainsi que certaines mesures propres à maintenir un minimum d'activité économique, telles les exemptions d'impôts, subventions et primes accordées aux entreprises privées, les travaux publics, surtout les dépenses militaires colossales (près des ⅔ du budget américain, et du ⅓ du budget canadien) etc.

Mais l'atténuation des symptômes ne guérit pas la maladie. Le néo-libéralisme n'est d'ailleurs que le capitalisme à l'ère du socialisme. Et l'avènement de l'automation accentue encore les malaises sociaux et dé-

montre une fois de plus que les contradictions fondamentales du capitalisme, toujours présentes, ne seront surmontées que par l'avènement du socialisme. Ce n'est pas que le socialisme soit une panacée, mais il place sur une base réaliste et juste l'activité sociale la plus fondamentale: la production des biens de consommation.

Tous les industriels reconnaissent la nécessité de planifier leur production. Mais aucun n'admet la planification de l'ensemble de la production sociale. Non parce que celle-ci est mauvaise en soi, mais parce qu'elle doit être, comme la production de chaque entreprise, non facultative mais obligatoire, et entraîne de ce fait la nationalisation, et partant, la disparition des entreprises privées, fondées non sur la satisfaction des besoins de la société mais sur la recherche du profit maximum.

La morale du capitalisme

Le profit est la morale du capitalisme et tout ce qui met en danger ce profit et l'instrument de ce profit, l'entreprise privée, doit être combattu avec la dernière énergie.

De même que la perte de la foi, donc la perte d'un adhérent, est pour l'Eglise catholique le plus grand des péchés, le péché contre le Saint-Esprit, de même la nationalisation d'une entreprise privée, donc la perte d'un instrument de profit, est pour la classe capitaliste, la plus grande abomination, le péché contre Saint-Frusquin!

Le capitalisme, comme le féodalisme et comme le socialisme d'ailleurs, n'est qu'une étape de l'évolution de l'humanité. Il est donc à la fois stupide et criminel de vouloir figer le progrès en retardant l'avènement du socialisme. Cependant le socialisme qui aura bientôt un demi-siècle d'applications concrètes et d'expériences vécues ne doit pas faire oublier qu'il prend la relève du capitalisme, c'est-à-dire qu'il doit à la fois dépasser les contradictions fondamentales de la production capitaliste et en surpasser les réalisations.

Bien que ce soit considérable, ce n'est pas tout d'éliminer le chômage, la misère et l'analphabétisme et d'assurer la sécurité économique, l'éducation et les soins médicaux gratuits. C'est pourquoi les socialistes doivent s'instruire de leurs propres erreurs et en tirer profit. L'une des principales est le bureaucratisme et sa centralisation outrancière.

Le bureaucratisme équivaut à l'institution de l'inefficacité. C'est une prime à l'incompétence et à l'ajournement. De plus, l'efficacité des techniques et la rentabilité des entreprises ne peuvent reposer sur un égalitarisme démagogique. Les êtres humains ne sont pas égaux et ne le seront sans doute jamais. Il est donc essentiel, non seulement de ne pas entraver l'initiative individuelle constructive, d'en rémunérer généreusement les réalisations et de graduer les revenus et privilèges des citoyens, selon leur compétence et leur rendement (au moins jusqu'à l'ère de l'opulence généralisée!) mais aussi d'opérer l'allègement et la décentralisation du lourd appareil bureaucratique.

Mais, hélas! sur le continent nord-américain, l'immense majorité des 200 millions d'anglophones, dont l'esprit est obnubilé par les mythes de l'"exceptionnalisme" américain et du néo-libéralisme, est incapable, à l'heure présente, de lutter pour le socialisme et même d'y aspirer. Les 22 millions de Noirs américains eux-mêmes, d'ailleurs dispersés dans tous les Etats du pays et stratifiés selon les diverses couches sociales du système capitaliste, ne sont, pour la plupart, qu'au stade des revendications et n'aspirent qu'à l'égalité avec les Blancs.

Seul le groupe homogène des Canadiens français peuplant la province de Québec, une enclave de cinq millions d'habitants, possède actuellement les éléments nécessaires à l'établissement d'un Etat socialiste en Amérique du nord.

Le Québec

Brimés depuis deux siècles par les vainqueurs des Plaines d'Abraham et leurs descendants, et trahis depuis lors par leurs élites clérico-féodales puis clérico-bourgeoises, les Canadiens français du Québec ont accumulé assez de rancoeur et de frustrations et possèdent le nombre et l'homogénéité suffisants pour faire éclater le camisole de force capitaliste et colonialiste qui les étouffe. De plus le Québec possède une position géographique, des sources énergétiques et des ressources naturelles amplement suffisantes non seulement pour assurer la naissance et la survie d'un Etat souverain mais pour en permettre un essor dynamique et un avenir florissant.

Mgr Louis-Adolphe Paquet déclarait à Québec le 24 juin 1902, lors des festivités de la Saint-Jean-Baptiste, fête nationale des Canadiens français: "Notre mission est moins de manier des capitaux que de remuer des idées; elle consiste moins à allumer le feu des usines qu'à entretenir et à faire rayonner au loin le foyer lumineux de la religion et de la pensée".

Alors qu'aux USA les hauts fourneaux de Pittsburg projetaient déjà vers le ciel leurs lueurs incandescentes, les classes dirigeantes du Canada français misaient sur "le foyer lumineux de la religion et de la pensée". Mais l'histoire a prouvé de façon irréfutable que "le feu des usines" était le plus puissant et que les flammes des hauts fourneaux éclairaient l'avenir de l'humanité et consumaient les mythes de la scolastique. Car il est devenu évident que la flamme des sanctuaires ne prévaut jamais sur la flamme des hauts fourneaux.

C'est ainsi que les élites du Québec fourvoyèrent le peuple canadien-français vers le cul-

de-sac actuel: cinq millions de besogneux assis sur des richesses immenses que les étrangers viennent leur extraire sous les fesses? Et nos gouvernants actuels osent parler de politique de grandeur.

Dépasser la simple autonomie

Mais pour devenir maîtres chez eux les Canadiens français du Québec devront dépasser les exigences de la simple autonomie provinciale. Ils devront suivre une véritable politique d'indépendance nationale, c'est-à-dire une politique pour l'indépendance économique et politique de la nation canadienne-française du Québec. Car l'asservissement économique et politique du Québec n'est plus surtout le fait d'Ottawa mais de plus en plus celui de Washington.

Certains fédéralistes proposent comme manifestation d'indépendance, comme acte de souveraineté de la part du Canada, de "rapatrier" l'Acte de l'Amérique du nord britannique. C'est la plus funambulesque des inepties. C'est d'un formalisme, légalisme et juridisme aussi stupides et aussi stériles que serait le fait, pour un prisonnier, de posséder une copie de son acte de condamnation.

Ce n'est pas le fait de posséder le parchemin de sa servitude avec le douteux privilège d'y griffonner quelques illusoires amendements, qui accordera au Canada sa véritable souveraineté. L'indépendance du Canada, comme de tout pays, repose essentiellement sur la souveraineté de ses citoyens comme seuls maîtres de l'économie du pays et par voie de conséquence comme seuls maîtres de la politique nationale. Or ce n'est un secret pour personne, le Canada et, en particulier, le Québec sont devenus, à l'ère du néo-colonialisme, presque totalement dépendants du capital américain et soumis à la politique de Washington. Il est à peine exagéré de dire que le Canada est en pratique le 51e Etat américain. Et cet asservissement économique et politique est tellement profond qu'il se reflète dans la mentalité même des Canadiens dont un grand nombre aspire déjà à l'annexion pure et simple du Canada par les Etats-Unis.

Le "rapatriement" de l'Acte de l'Amérique du nord britannique ne sera en fait que l'importation d'une pomme de discorde qui plongera le pays dans une interminable et stérile querelle légale, qui noyera les véritables problèmes économiques et politiques dans le cloaque des arguties de la jurisprudence et du droit constitutionnel, de la même façon que l'anachronique et stérile querelle sur le drapeau canadien.

D'ailleurs, l'insistance d'une partie notable de l'élément anglophone de la population du pays pour conserver le "Red Ensign" ou certains de ses éléments comme drapeau canadien, contredit de façon flagrante la volonté d'indépendance, le besoin de souveraineté que semble exprimer ce "rapatriement" de l'AANB. Mais il appert que ce "rapatriement" de l'AANB n'a pour but que de faciliter son amendement dans le sens de l'élimination progressive du "particularisme" québécois. Le Québec comme simple province, même avec un statut particulier, deviendra de moins en moins influent dans un Canada de plus en plus populeux ,anglophone et hostile.

Bourgeoisie d'une étonnante stupidité

La bourgeoisie, c'est-à-dire l'ensemble des classes dirigeantes capitalistes, est, dans presque tous les pays, d'une étonnante stupidité. C'est d'ailleurs la caractéristique dominante de presque toutes les classes au pouvoir. Le nombre restreint de leurs membres leur crée, en cas de tension sociale un complexe de méfiance, un réflexe de paranoïaque qui les pousse à voir partout des conspirateurs et à agir eux-mêmes en provocateurs. C'est ainsi que jaillit l'étincelle de la plupart des révolutions, alors qu'il suffirait de quelques concessions pour doucher l'effervescence des masses.

Les classes dirigeantes canadiennes fournissent actuellement une illustration de cette stupidité. C'est ainsi que le gouvernement fédéral, qui est en pratique le fondé de pouvoir du Canada anglophone, au lieu de concéder de bonne grâce au Québec les droits fiscaux et constitutionnels nécessaires à l'institution de réformes socio-économiques, d'ailleurs très timides, tergiverse, lésine et fait des concessions au compte-gouttes.

Ces "concessionnettes", qui sont l'essence même du "fédéralisme coopératif", ont ainsi l'effet contraire de ce qui est escompté. Au lieu de créer dans la population québécoise un sentiment de gratitude, la politique fédérale exaspère le Québec et accrédite chez les Canadiens français la conviction que leur égalité avec les anglophones du pays et du continent ne sera possible que par la création d'un Etat associé, ou d'un Etat souverain par la sécession.

L'Etat associé est actuellement la première étape vers l'affranchissement de la nation canadienne-française. Seule la formule d'un véritable Etat associé, c'est-à-dire totalement autonome mais avec délégation de certains pouvoirs à un gouvernement central confédéral, peut actuellement permettre au Québec d'être maître de sa fiscalité et d'avoir, en matières de crédit, de commerce extérieur et d'immigration, l'autorité nécessaire à son industrialisation et à son essor économique.

Car il est devenu évident que les salariés du reste du Canada (semblables en cela aux salariés yankees auxquels ils sont inféodés par leurs centrales syndicales) ne sont pas assez politiquement conscients et unis pour forcer leurs classes dirigeantes à modifier les structu-

res capitalistes du Canada, afin de permettre la naissance dans son sein de provinces à caractère socialiste. La timide aventure C.C.F. de la Saskatchewan, qui vient de se terminer lamentablement, prouve, hors de tout doute, que les demi-mesures du pseudo-socialisme ne sont jamais viables, à plus forte raison au sein de l'économie monopoliste nord-américaine.

Pas de formule magique

Mais la lutte pour l'avènement d'un Etat associé ne doit pas faire oublier qu'il ne s'agit pas d'une formule magique et que l'efficacité de cet Etat associé repose essentiellement sur l'adoption d'une politique de caractère socialiste, soit une planification obligatoire pour les secteurs dynamiques de l'économie et la nationalisation des industries-clés et des grands moyens de financement et de transport.

Car le statut d'Etat associé, ou même d'Etat souverain, avec une structure capitaliste, non seulement ne résoudrait pas les problèmes économiques du Québec mais les aggraverait au point de faire passer totalement, et à brève échéance, le nouvel Etat québécois sous la coupe américaine.

La loi du marché étant la loi fondamentale de l'économie capitaliste, le Québec serait en effet incapable, surtout à l'ère des monopoles et en particulier en Amérique du nord, à la portée du géant U.S.A., de concurrencer son puissant voisin. Le marché québécois étant trop restreint pour une rentabilité capitaliste de la grande entreprise, les industriels du Québec seraient forcés d'exporter une partie importante de leur production. Et pour concurrencer les produits étrangers, ils seraient ainsi forcés de produire à meilleur compte en réduisant le coût de leur production c'est-à-dire en réduisant le salaire des employés ou le personnel, par l'automation, sous peine de fermer leurs usines.

Le Québec, plutôt que de choisir un standard de vie considérablement réduit choisirait l'inféodation ou l'annexion pure et simple aux U.S.A.

Seule une économie vraiment planifiée, c'est-à-dire de type socialiste, permet à la fois l'indépendance et l'essor économique, sans pour cela s'isoler dans une autarcie impossible. D'ailleurs, l'importance croissante du bloc des pays socialistes, les richesses naturelles et la position géographique privilégiée du Québec empêcheraient le boycottage du nouvel Etat québécois par les pays capitalistes comme cela se pratique pour Cuba.

L'avènement d'un Etat associé efficace, c'est-à-dire de caractère socialiste, n'est possible que par la mobilisation de toutes les forces progressistes du Québec et par l'utilisation des énergies révolutionnaires diffuses et latentes dans de nombreuses organisations d'esprit nationaliste.

Les énergies révolutionnaires diffuses

C'est ainsi que s'inscrivent dans le mouvement nationaliste actuel du Québec des organisations aussi différentes que le R.I.N., le F.L.Q. et le Crédit Social, qui ne sont que les réactions diverses à la prise de conscience d'une même réalité, cause du malaise social québécois: l'asservissement économique et politique du Québec par l'axe Ottawa-Washington.

De même que toute guerre impérialiste doit être transformée en guerre civile pour renverser le pouvoir des classes dirigeantes responsables de ces entreprises de conquête qui ne sont que la continuation de la politique monopoliste par le moyen de la violence, de même tout mouvement nationaliste doit être transformé en mouvement socialiste pour libérer les masses populaires non seulement de l'exploitation des capitalistes étrangers mais également des capitalistes autochtones, souvent plus mesquins que les premiers.

La violence, s'il le faut

Tous les moyens, y compris la violence s'il le faut, devront être éventuellement employés, non seulement pour amener l'avènement d'un Etat associé de type socialiste mais aussi pour amener la sécession du Québec au cas où le reste du Canada refuserait au Québec le statut d'Etat associé ou si ce statut se révélait un obstacle à l'essor ultérieur du Québec.

Il est évident que l'évolution plus ou moins rapide du Québec du statut de simple province canadienne au statut d'Etat associé, ou s'il le faut d'Etat souverain, sera conditionnée par l'attitude même du Canada anglophone et des Etats-Unis. Mais la propagande alarmiste de l'Amérique anglophone ne saurait empêcher le Québec de s'acheminer vers son émancipation économique et politique, soit une indépendance de plus en plus complète.

Car le Québec, même si le reste du Canada semble vouloir s'accommoder d'un statut de dépendance à l'égard des USA, ne saurait accepter de devenir à la manière latino-américaine, une autre "république de bananes", c'est-à-dire un simple réservoir de matières premières ou semi-ouvrées et de main-d'oeuvre à bon marché, tenue en sujétion par une clique dirigeante soutenue et dirigée par Washington.

Mais les moyens pacifiques de persuasion ne suffiront sans doute pas plus au Québec qu'ailleurs pour obtenir cette émancipation nationale.

D'ailleurs la violence politique n'est ni mauvaise en soi ni, par conséquent, condamnable. Ce qui est condamnable c'est la violence qui s'oppose au progrès social, c'est la violence exercée par les classes dirigeantes contre les individus, les

groupes ou les partis qui veulent transformer les structures sociales existantes. Car une structure sociale, comme la structure sociale doit être déricaine, qui non seulement tolère dans son sein mais engendre l'insécurité économique, le chômage, la pauvreté et même la misère pour des centaines de milliers d'être humains, cette structures sociales doit être détruite puisqu'elle ne correspond plus aux besoins sociaux de l'heure.

De plus, la structure sociale nord - américaine n'engendre pas seulement l'insécurité économique et la pauvreté mais distille l'injustice et la discrimination infâmante pour des millions d'êtres humains, en particulier les Noirs aux U.S.A. et les Canadiens français au Canada.

La violence des classes dirigeantes capitalistes, exercée par l'intermédiaire de leurs polices et de leurs armées, contre ceux qui menacent leurs privilèges et leurs institutions rétrogrades est la seule violence moralement condamnable, puisque non seulement elle écrase les éléments les plus progressistes de la société mais elle perpétue une structure sociale qui étouffe l'épanouissement de milliers d'êtres humains.

Condamner la violence révolutionnaire, c'est condamner le progrès social. Et ceux qui n'ont pas l'esprit de révolte méritent d'être brimés toute leur vie et de vivre dans la pauvreté et l'ignorance. Car la révolte doit être la seule morale de l'opprimé.

La révolte, seule morale de l'opprimé

D'ailleurs la bourgeoisie est très mal venue de condamner la violence des révolutionnaires puisque c'est précisément par la violence qu'elle a renversé l'ordre féodal pour s'installer au pouvoir dans tous les pays capitalistes. Il en est de même de l'Eglise catholique qui a six siècles d'Inquisition et des milliers de meurtres sur la conscience pour établir son hégémonie en Europe sur les religions et cultes rivaux. Et vouloir se passer de la violence dans l'évolution des sociétés c'est comme vouloir se passer de la chirurgie en médecine.

C'est cette illusion, cette naïveté, cette erreur, sinon cette trahison, qui a poussé de grands partis révolutionnaires, tels les partis communistes français et italien, sur la voie de garage de l'Histoire.

Ces partis sont devenus des partis bourgeois, c'est-à-dire des éléments du jeu de bascule et de marchandage électoral du parlementarisme bourgeois. Ces partis, au lieu de s'opposer à, et par conséquent, d'être en marge de l'ordre bourgeois, ont été absorbés par cet ordre dont ils ne sont plus qu'une autre pièce du mécanisme d'asservissement et d'abrutissement. Ils font le jeu, inconsciemment sans doute, des classes capitalistes, qui peuvent ainsi se targuer d'être les championnes de la liberté, puisqu'elles tolèrent et même acceptent dans leur

structure sociale des partis dont le but historique est la destruction même de cette structure sociale.

Quand la sagesse devient timidité et qu'on appelle prudence et réalisme ce qui n'est que soumission et opportunisme, il est indécent de parler de forces progressistes et révolutionnaires pour qualifier de tels partis. D'ailleurs, le nombre de leurs adhérents est inversement proportionnel à leur caractère révolutionnaire et progressiste et directement proportionnel à leur caractère bourgeois et conformiste.

Ce n'est pas qu'une lutte révolutionnaire ne doit pas se faire sur tous les fronts, y compris le front électoral et parlementaire, mais c'est que ces partis ont précisément abandonné les autres fronts de la lutte révolutionnaire, qui se fait surtout en marge des institutions bourgeoises, dans la demi ou complète clandestinité, avec ou sans terrorisme.

Plus soucieux de respectabilité bourgeoise que de lutte révolutionnaire les partis communistes français et italien sont devenus des organisations vouées à la réforme du système capitaliste, dans l'esprit social-démocrate de la 2e Internationale. D'ailleurs les communistes occidentaux d'après-guerre n'ont pas compris que la victoire de L'U.R.S.S. contre l'Allemagne hitlérienne et ses alliés les libérait désormais de l'obligation morale de faire passer les intérêts de l'U.R.S.S. avant ceux de leur propre pays. Car l'U.R.S.S., par sa victoire sur la moitié de l'Europe, cessait d'être la précaire tête de pont socialiste du globe qu'il fallait défendre à tout prix contre l'encerclement capitaliste.

La révolution n'est pas un jeu

Les communistes occidentaux sont hélas restés esclaves de la politique étrangère de Staline et de ses marchandages, à Yalta, avec Roosevelt et Churchill. Les révolutionnaires se muèrent en ronds-de-cuir. Les maquisards se transformèrent en organisateurs électoraux. Thorez et Togliatti passèrent le drapeau rouge à la lessive et hissèrent l'étendard délavé de la coexistence et de la paix des encycliques.

Jean XXIII remplaça Lénine. L'esprit révolutionnaire avait vécu. La gauche chrétienne prenait la relève. Ainsi soit-il!

Mais la révolution n'est pas un jeu. Et surtout pas un jeu pour les adolescents, même s'ils ont manié des pistolets gicleurs dans leur enfance. Dans le Québec, cependant, la prise de conscience politique des jeunes générations transforme les "beatniks" en maquisards d'opérette. La délinquance juvénile prend des airs d'insurrection. C'est ainsi que le F.L.Q. barbouilla des slogans sur des murailles, renversa des statues et fit sauter des boîtes à lettres.

C'est sans doute suffisant pour inquiéter la bourgeoisie. Il lui en faut si peu. Mais c'est

nettement insuffisant pour émouvoir les masses populaires et leur faire croire que le système capitaliste est en danger.

Les "espiègleries" ou "carabinades" du F.L.Q. n'ont eu pour résultat pratique que de provoquer dans le reste du pays une campagne de dénigrement contre les Canadiens français et d'alimenter les vieux préjugés colonialistes et racistes des anglosaxons, sans pouvoir vraiment sensibiliser les masses canadiennes-françaises à la nécessité de renverser l'ordre actuel pour devenir maîtres chez eux.

C'est le danger de confondre les symboles avec la réalité et de trouer de balles des drapeaux plutôt que des soldats ennemis! Il n'est évidemment pas question de préconiser la guerre civile ou d'inciter à la sédition, surtout à ce stade-ci de l'évolution politique du Québec.

Il n'en demeure pas moins que bien des citoyens, pacifiques et pacifistes et pas plus révolutionnaires que des notaires de campagne (les révolutions de bile sont les seules révolutions qu'ils font) auraient préféré voir le F.L.Q. enlever quelques grands capitalistes anglo-saxons ou canadiens-français plutôt que des armes qu'il n'a, d'ailleurs, même pas su garder.

Mais au Québec, comme actuellement sur le reste du globe, la lutte contre le régime capitaliste devra éventuellement se faire sur tous les fronts. C'est un truisme que les révolutionnaires en peau de lapin semblent ignorer autant que les publicitaires de la libre entreprise.

Les propagandistes du système capitaliste, à la fois pour justifier l'ordre établi et se donner bonne conscience, décrivent les révolutionnaires soit comme des psychopathes assoiffés de violence, soit comme des ratés dévorés d'ambition qui ont choisi le raccourci du coup de force.

Cette psychologie pour colporteurs, à la manière des officines publicitaires de Madison Avenue, peut convaincre les maîtres du régime capitaliste, qui prennent leurs désirs pour la réalité, ainsi que leurs nombreux larbins, mais ne saurait convaincre les salariés conscients de la lutte continuelle qu'ils doivent mener contre le patronat pour simplement conserver le niveau de vie qu'un système irrationnel tend constamment à dégrader. Dans le système capitaliste rien n'est jamais acquis que la pauvreté et l'insécurité de l'emploi.

D'ailleurs les révolutionnaires, traités par leurs contemporains de têtes brûlées, deviennent des héros pour les générations suivantes. Car ce sont eux qui font l'Histoire.

Certains parlent de l'Histoire comme si elle était une entité autonome, un Etre supérieur indépendant des êtres humains auxquels Elle impose ses lois.

Ces gens semblent ignorer que la vérité est à l'opposé de ce postulat et que ce sont au contraire les humains qui créent leur propre histoire. Non pas librement, bien sûr, puisqu'ils sont soumis aux lois de la nature et plus ou moins liés par les institutions des générations précédentes. Mais il n'en reste pas moins que l'évolution et l'orientation de l'Histoire humaine est le produit d'un certain nombre d'hommes dynamiques, quels que soient ou aient été les mobiles égoïstes qui ont pu inspirer parfois leurs actes.

C'est pourquoi il est faux de prétendre que les transformations sociales, même les plus populaires, s'opèrent par la volonté des masses ou qu'il faille attendre le soulèvement spontané de la majorité de la population pour effectuer une révolution. Il faut et il suffit, au contraire, que la majorité des gens soit convaincue de la nécessité d'une certaine transformation sociale et qu'un groupe dynamique et suffisamment organisé fasse le coup de force et s'empare du pouvoir. C'est d'ailleurs ainsi que le capitalisme s'installa au pouvoir en Europe.

C'est un secret de polichinelle que la propagande et l'organisation sont les deux jambes de la révolution en marche. L'accélération de l'Histoire n'est, en effet, rien autre que l'accélération du travail révolutionnaire d'un certain nombre d'individus. Et plus la répression policière d'un gouvernement est grande, plus s'accroît dans le peuple la conviction que ledit gouvernement doit être renversé.

C'est ainsi que le climat actuel du Québec, qualifié de révolutionnaire par la frousse bourgeoise, n'est que la séquelle de l'étouffante période clérico-nationaliste du régime duplessiste. Ce régime ne doit plus revenir sous quelque forme que ce soit. Et pour cela, pastichant le slogan d'un révolutionnaire célèbre: PROGRESSISTES DU QUEBEC, UNISSEZ-VOUS! ■

Où est la gauche américaine?

par wilfrid martin

Où est la gauche américaine ? Que fait-elle concrètement pour la transformation politique et sociale de l'Amérique du nord? Quelle est sa position devant les problèmes de la révolution socialiste et prolétarienne ? La gauche américaine a-t-elle dépassé le stade du réformisme inefficace qui, participant du système (dont il critique seulement les injustices les plus criantes), n'entend pas le changer fondamentalement et compte sur les vertus intrinsèques de la démocratie yankee pour trouver d'amiables solutions au chômage, à la ségrégation raciale, à l'insécurité sociale, à la misère ? Quelle est la place des Noirs, des syndicats, des intellectuels, des partis politiques dans la lutte pour le renversement de la structure politique et sociale des Etats-Unis ? Peut-on dire, à l'heure où la révolte noire affronte la résistance fanatique et fasciste des partisans de Goldwater, qu'une révolution est en marche aux Etats-Unis ?

Toutes ces questions nous intéressent suprêmement, car le principal obstacle au développement économique et social du Québec est l'impérialisme américain qui, à la faveur des deux grandes guerres mondiales, a pris le contrôle de nos affaires. Le Québec est une colonie sous-développée du capitalisme américain, il est une nation exploitée et humiliée, pour laquelle l'émancipation ne peut venir que d'un bouleversement radical des structures en place. C'est pourquoi toutes les luttes sociales qui se livrent au sein de la forteresse du capitalisme nous concernent : elles contribuent à affaiblir l'oppresseur commun et augmentent les chances de connaître un jour une Amérique socialiste où, la décolonisation étant achevée, les Québécois, comme les Noirs et les Porto-Ricains, ne seront plus parias sur leur sol natal.

Révolution Québécoise

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'Europe ne retient des Etats-Unis qu'une image politique globalement réactionnaire, liée à une passivité sans précédent de la classe ouvrière américaine. Cette dernière, gagnée par la prospérité proverbiale d'un capitalisme géant, n'intervient jamais sur la scène politique, même à travers des organismes libéraux. La guerre de Corée constituait un test décisif; elle a montré que l'ensemble des ouvriers étaient prêts à soutenir une

guerre ouvertement impéria'iste. Actuellement, alors que la révolte noire ébranle les institutions politiques de la bourgeoisie (autant celle des Etats policiers du Sud, que celles du gouvernement fédéral) les bureaucrates ouvriers essayent de refermer la brêche grâce à un rapprochement plus étroit avec la Présidence et le Congrès. Plus : non seulement la révolte noire et ses dirigeants dénoncent ouvertement tout mouvement politique blanc, mais — et ceci est une position qui, à première vue, peut sembler réactionnaire — elle refuse d'envisager qu'un pas en avant puisse être fait avec l'aide des ouvriers blancs. Il faut comprendre, par exemple, que les protestations noires contre la ségrégation dans l'embauche, sont des batailles dirigées directement contre les ouvriers blancs eux-mêmes. Récemment un leader noir attaquait les dirigeants du C.I.O.-A.F.L. du Michigan en leur refusant le droit de marcher en tête de la grande manifestation de Détroit. Celle-ci regroupait plus de cent mille personnes et était organisée en écho des évènements de Birmingham. Le journal syndical de Ford répondit par un rappel du rôle de briseur de grève joué par la masse des chômeurs noirs, au moment où, précisément, dans les années 1940-41 le syndicat combattait pour s'organiser chez Ford.

Ce faisant, Stellato de la section syndicale chez Ford, reprenait et exploitait ainsi au compte de la politique de la buraucratie syndicale, la division ouvrière que Noirs et Blancs subissent depuis de longues décades de luttes. On comprendra aisément en quoi cette division ne peut que recevoir la bénédiction du grand capital, en quoi le soutien au Congrès et au gouvernement fédéral, loin d'atténuer la concurrence, la lutte entre ouvriers noirs et blancs, ne fait que l'accentuer pour autant que l'embauche du Noir, dans la situation économique actuelle, ne peut se faire qu'au prix de l'augmentation de la part des chômeurs blancs. Car c'est effectivement en ces termes "généreux" que le gouvernement entend donner à chacun le "droit" de "travailler".

Le problème noir exprime dans ses aspects essentiels l'attitude immobiliste et réactionnaire du mouvement ouvrier américain. Mais il a en même temps remis sur la scène politique l'ensemble de la gauche américaine. Ce sont à travers les milieux étudiants et les intellectuels qu'une lutte organisée a été entreprise pour la défense des droits civils. L'expérience des "sit-ins" permit aux libéraux d'envisager des formes de luttes pratiques qui eurent un retentissement énorme sur l'ensemble de la vie politique américaine. En particulier, elle contribua à redonner aux diverses forces de gauche la confiance dans une lutte oppositionnelle. Des organisations telles le S.N.C.C. ont été les étincelles qui déclenchèrent un renouveau de la vie politique de gauche, qui s'était pratiquement éteinte depuis les années 50. A l'heure actuelle, il n'est pas de semaine qui ne se passe sans une manifestation organisée dans les principales villes industrielles du Nord, par divers mouvements de la gauche. Il n'est pas une revue qui ne commence à ouvrir dans ses colonnes des discussions sur les mouvements radicaux et les possi-

bilités de leur développement. Citons, entre autres, la démonstration du 20 septembre 1963 à New York qui regroupait environ six cents personnes pour protester contre les assassinats de Birmingham. Une dizaine d'organisations étaient à l'origine de cette initiative. Le fait qu'au nombre relativement élevé d'organisations corresponde un nombre effectivement faible de participants est très caractéristique de l'activité de cette gauche : un splendide isolement des forces essentielles du pays. Elle constitue en même temps une excuse à l'absence de lutte contre l'impérialisme réactionnaire.

A la limite, ce splendide isolement apparait comme un geste courageux devant la masse des institutions et de l'idéologie de la bourgeoisie américaine. Ceci s'est particulièrement manifesté lors des incidents raciaux dont A. Schlessinger écrivait, dans LA NATION, que "le travail le plus significatif et le plus frappant de la gauche américaine a été dans le support du combat pour les droits civils aux Etats-Unis".

Une gauche isolée contre l'idéologie régnante du grand capital

Cette gauche présente dans la vie politique américaine — sans préjuger de sa valeur et de son avenir — une réalité qu'il serait vain de vouloir nier. Ses bases sociales sont petites-bourgeoises, surtout parmi les professions libérales et les intellectuels. Mais elle s'exprime et a une certaine influence parmi la couche ouvrière des "White collars" et, traditionnellement, parmi les étudiants. Pour utiliser une mauvaise image, elle constitue une tache sur la grisaille de la vie politique des appareils bourgeois renforcés par le conformisme et l'adaptation au pouvoir des moyens de communication. Toute la vie politique américaine s'organise suivant la ligne générale de "ce qui est bon pour General Motors est bon pour l'Amérique". La presse, la radio, la télévision constituent des organes qui font de la politique sur la base des procédés publicitaires, mis au point par Madison Avenue. De cela, un grand sociologue américain, C. W. Mills, disait que la politique des corporations manquait d'imagination au point qu'elle n'avait plus aucun contenu humanitaire dans ses prétentions et dans son expression. Ce niveau de décomposition de la vie politique américaine ne trouve aucun équivalent en Europe. Un slogan de la Compagnie I.B.M., diffusé partout aux Etats-Unis, le résume très bien : "World market-World peace". Cette puissance de la propagande, qui ne fait que reprendre et prolonger l'éducation donnée par un enseignement sclérosé et dominé par un souci permanent d'anti-communisme en tout genre. Des Bibles anti-rouges sont largement utilisées dans les écoles. Le récent incident à l'Université de Brandeis montre le degré de pression et de contrôle politique sur l'Université.

C'est, d'une manière générale, contre l'organisation de plus en plus

totalitaire du régime politique que se concentrent les activités et les protestations de la gauche. Elle identifie justement ce développement du régime totalitaire aux besoins des grandes corporations organisées autour de Wall Street. Sur ce point, elle réclame un changement social qui puisse remettre en cause cette domination. Cependant, les actions entreprises et la propagande n'offrent jamais une présentation d'objectifs généraux inclus dans un programme cohérent. Un terme spécial, en américain, définit ce type d'activité: "Single purpose movements".

Prenons un exemple: des mouvements de protestations organisés par des comités, appellent à des manifestations dans la rue ou devant des édifices publics sur des points précis et limités. Tel ou tel incident dans la lutte des Noirs, par exemple, provoquera une agitation pour mettre sur pied une protestation. Le comité de soutien regroupera, pour un temps limité, divers courants de la gauche. Cette gauche a ainsi entrepris des actions sur le désarmement, contre la politique étrangère à Cuba et à travers le comité pour la défense de Cuba. Elle se veut radicale. Bien que des divergences notables existent entre les diverses organisations sur le programme et les perspectives, cette gauche, se retrouve, en pratique, dans son activité, sur les mêmes positions idéologiques, qui viennent, elles, des conditions générales du capitalisme.

Une gauche isolée des forces ouvrières

Si l'on voulait résumer d'un trait l'histoire de la politique ouvrière aux Etats-Unis, il faudrait la concentrer autour de l'explication d'une absence totale d'autonomie. Par autonomie, nous entendons une organisation qui se renforce et se construit sur la base d'un programme qui exprime et défend des intérêts spécifiquement ouvriers.

Les origines de cette situation remontent à la période du développement de la grande industrie. Marx soulignait cette absence d'autonomie qu'il expliquait par l'ouverture vers l'Ouest et les possibilités offertes à chaque individu de réussir. De plus, l'identification du développement du capitalisme avec la construction de la nation a contribué à ce qu'à travers les différentes couches d'immigrations ouvrières les luttes se cristalisent sous des formes ethniques nationales ou religieuses. La classe ouvrière a toujours été et reste encore profondément marquée par des divisions profondes sur des points d'intérêts limités, divisions qui ont toujours profité à la classe dominante, laquelle sut régner à travers un système de démocratie formelle menée à un haut degré d'achèvement.

Ce qui frappe dans cette situation générale, c'est la séparation de la vie politique de gauche de la masse des ouvriers organisés à l'intérieur des syndicats. Ceci est l'autre constante historique du mouvement ouvrier. De 1880 à la deuxième guerre mondiale le mouvement ouvrier a montré, dans des épisodes courts

et toujours très violents, sa capacité de lutte pour des revendications qui l'opposait à un état et un capitalisme toujours plus fort et plus concentré. Le point culminant a été les années 30, pendant lesquelles les idées socialistes ont pénétré de larges couches ouvrières. Mais en même temps se confirmait l'échec de la construction d'un parti travailliste capable de concentrer et de défendre les intérêts généraux des ouvriers dans la politique du New Deal. La période d'après-guerre n'a été qu'une accentuation de la démoralisation croissante de la gauche, qui ne savait plus faire autre chose que de ruminer ses échecs antérieurs. C. Wright Mills a le mieux exprimé cette situation politique. Dans trois articles dont nous allons décrire rapidement les données essentielles, Mills dénonce ce qu'il appelle la féodalité industrielle, montrant en particulier la fusion entre l'Etat et les Corporations dans la constitution de "cercles dirigeants" (power elite) épaulés par des militaires métaphysiciens. En face de ces forces, Mills voit une gauche impuissante qui, même si elle réussisait à constituer une troisième force politique, se trouverait incapable d'effectuer un changement quelconque des institutions établies. Incapable en particulier, de reprendre à l'ennemi du peuple un pouvoir réel dans les décisions historiques qui engagent la société tout entière.

Mills plaçait beaucoup d'espoir dans les mouvements militants de la jeunesse étudiante. Il assigne aux intellectuels un rôle primordial dans la renaissance de la gauche, les voyant seuls capables de défendre les valeurs d'un humanisme traditionnel. Cependant ils se trouvent dans une situation où ils sont incapables de participer directement à la politique.

"Aujourd'hui, une lutte directe dans un parti n'est pas possible aux intellectuels, ni en Russie ni dans le bloc Soviétique... Il n'y a pas de mouvement, de parti ou d'organisation aux Etats-Unis qui ait une chance effective d'influencer des décisions d'importance et qui soit en même temps ouvert aux intellectuels. Etant donné ceci, je pense que c'est une perte de temps et de talent pour les intellectuels américains de s'enterrer dans une politique simplement locale et sans conséquence, au nom de l'action politique indépendante".

Gauche libérale contre gauche radicale

Cette critique adressée indirectement à toute une gauche libérale, inclut les dirigeants syndicaux, auxquels Mills faisait de violents reproches, dans un livre écrit en 1948. Il montrait comment les leaders combatifs des syndicats industriels ne pratiquaient plus qu'un syndicalisme idéologique qui subordonnait les intérêts des travailleurs à des intérêts nationaux. Il montrait, de plus, que le syndicalisme se figeait à trois niveaux qui apparaissaient indépendants. D'un côté, l'usine ou le marché du travail local; de l'autre une économie politique nationale: entre les deux les syndicalismes dans les entreprises où, depuis les

années 30 se sont déroulées les luttes du C.I.O. Les difficultés qui naissent sur le plan de l'entreprise ou du marché local du travail ne peuvent plus trouver d'échos dans l'organisation syndicale subordonnée à une collaboration avec le gouvernement fédéral. Dans la situation actuelle des conflits aigus se développent et ne trouvent aucune solution qu'une révolte au niveau des ateliers où la grève sauvage est vite combattue et défaite.

La gauche libérale s'exprime également dans diverses organisations qui ont reçu traditionnellement le soutien du Labor: Le N.A.C.P. apparaît comme un groupe de pression et d'entr'aide sans réelle structure militaire, ni programme. De même, la lutte pour la paix, qui est une des constantes des mouvements de gauche, s'est cristallisée autour d'une organisation sous la direction de Norman Thoman et ne regroupe pas moins de trente organisations pacifistes: c'est la Turn Toward Peace. Cette organisation repose sur un programme en six points où culminent les positions les plus droitières et les plus éculées du pacifisme:

Un nouveau droit international, une meilleure aide aux pays sous-développés, une planification économique rendant possible le désarmement, le contrôle de l'armement, un renforcement de l'O.N.U., le développement des méthodes non-violentes de défense des libertés.

Cette gauche libérale, qui reçoit le soutien de la bureaucratie syndicale, est constituée par toute la section bien-pensante de ceux qui veulent opposer à la politique des deux grands partis américains une troisième force de pression loyale. De Reuther à King, en passant par divers groupes à gauche du parti Démocrate, on trouve des combattants et oppositionnels loyaux au régime, qui ont besoin de se démarquer de la politique fossilisée des deux grands partis.

C'est ainsi que les bureaucrates ouvriers, après la réunification de l'ancienne A.F.L. et du C.I.O. constituèrent un comité de coordination politique (C.I.O.P.A.C.), chargé de mettre au point une ligne de participation à la politique du parti démocrate, au nom du fait que les intérêts ouvriers doivent se régler "politiquement" et sur un plan d'ensemble en harmonie avec les intérêts généraux de la nation.

Leur ligne stratégique est de faire pression sur le Congrès pour le rétablissement de la limitation des droits syndicaux (suppression de la loi "Taft-Harley"); malgré la présence à Washington du groupe même du président Truman en 1947. Cette loi réglemente le droit de grève et son but, comme il est expliqué dans le préambule, était de soutenir "le libre mouvement du commerce" par le support des accords patronaux. Elle interdit aux syndicats de développer le contrôle de l'embauche ("closed-shop"), de refuser de discuter les contrats, et de forcer la direction patronale de reconnaître les syndicats quand un autre a été reconnu. Les syndicats peuvent être poursuivis devant la Cour de Justice pour la rupture des contrats, les boycotts illégaux ou les grèves. Elle donne pouvoir au ministre de la Justice de suspendre une grève pendant quatre-vingt jours pendant lesquels le gouvernement fédéral essaie de trouver un compromis. Elle prend, de plus, toute une autre série

de clauses, entre autres la limitation de l'action politique à l'intérieur et par les syndicats. Cette défaite cuisante et honteuse de la bureaucratie ouvrière ne l'a pas arrêtée dans sa collaboration politique avec le gouvernement, en justifiant devant les ouvriers son activité par des thèmes démagogiques tels que cette expression classique qui traîne à l'intérieur du syndicat automobile (U.A.W.): "Un simple trait de plus "Lansing Washington" peut supprimer tous les avantages acquis par les accords d'entreprise ou par la voie des revendications".

Des armes plus intelligentes que la grève

Cette politique prétend se défendre contre les lois anti-ouvrières et lutter contre l'influence croissante dans le gouvernement du grand capital. Elle n'a été qu'une série de défaites lamentables. Citons, en particulier, récemment, sous l'administration Kennedy, la loi "Kennedy-Lundrum-Griffin", qui soumet les syndicats à d'autres contrôles. Il apparaît, dans la conjoncture actuelle, que le gouvernement ne veut tolérer la moindre grève d'importance et envisage de prendre des mesures plus sévères allant jusqu'à la suppression pure et simple du droit de grève. Une conclusion du "Times" (1er mars 1963) fait très bien état de cette volonté du patronat quand il appelle à moins de tolérance en ces termes:

"...Une autre solution suggérée est que le Congrès vote une législation qui restreigne le droit de grève; celle-ci peut-être dangereuse car un syndicalisme effectif est vital au système américain de la libre entreprise et la grève est l'arme ultime des travailleurs". "Le public", écrit Shultz, "a besoin d'un peu plus de tolérance envers les grèves, envers les aspects irritants de la situation. Quelques grèves sont nécessaires pour un système économique qui se porte bien". "Cela est vrai", conclut le "Times", "mais comme la bataille de la presse à New-York l'a montré, l'art de la grève ne devrait pas être utilisé à tout propos. Comme la tolérance publique commence à se lasser, le syndicalisme doit chercher et employer des armes plus intelligentes s'il espère recouvrer sa propre santé et les faveurs des gens".

C'est cette leçon que semble avoir apprise et récitée, au dernier Congrès de l'A.F.L.-C.I.O., Meany, en se déclarant ouvertement partisan d'un programme d'armement et de défense, en posant le problème de la sécurité des Etats-Unis comme le problème capital, et soutenant ouvertement les positions du gouvernement fédéral.

Mais la marge d'"autonomie" laissée aux bureaucrates américains par rapport à la politique fédérale se réduit de plus en plus en même temps que s'accroissent les problèmes posés à la base ouvrière dans les entreprises (accélération du rendement — chômage — automation). Il semble clair qu'à court terme ces "leaders ouvriers" soient appelés soit à devenir une agence directe de l'Etat, soit à tenter la manoeuvre ultime d'un regroupement des forces de la gauche libérale. Reuther a maintenu traditionnellement des positions gauchisantes par rapport à Meany. Il pourrait devenir une des têtes de file de cette troisième force politique, thème politique idéologique ancien véhiculé dans divers milieux libéraux.

De toute façon, il faudra que les démocrates syndicaux règlent un problème de plus en plus pressant: la baisse des effectifs syndicaux, baisse d'autant plus inquiétante que les tentatives très coûteuses faites pour organiser les syndicats dans des secteurs jusqu'ici non prospectés comme les zones industrielles du Sud et des couches d'ouvriers non qualifiés ainsi que les employés de bureau, se sont soldés par un échec flagrant.

La gauche radicale n'est pas un concurrent sérieux. Elle est, elle-même, plus isolé du mouvement ouvrier et d'organisations telles la N.A.C.P., les Trade-Unions Leaderships Council, qui ont eu des rapports constants avec la bureaucratie syndicale.

Dans l'immédiat, une sorte de front libéral pourrait regrouper les défenseurs des libertés démocratiques, sur la base d'un programme "populaire" liant la défense des droits civils à l'établissement d'une majorité moins réactionnaire au Congrès. Il est entendu que cette solution ne pourrait être envisagée par le grand capital que si les appareils des deux partis traditionnels se révélaient incapables de maîtriser les dissensions internes.

L'autre possibilité rejoint les soucis d'une gauche plus radicale. La création d'un parti travailliste qui exprimerait les intérêts propres de la classe ouvrière et garantirait à celle-ci son autonomie politique. Cependant, cette gauche, à cause de son isolement, est bien loin d'envisager pratiquement la solution d'un tel parti. Les tendances de la gauche radicale veulent parler au nom des ouvriers sans jamais avoir réellement trouvé aucun appui auprès de leurs organisations. Le point central de leur position s'exprime dans l'appréciation des possibilités d'évolution des directions syndicales: positions les plus catégoriques, celle du Socialist Worker Party, qui condamne en bloc le syndicat comme une force réactionnaire et totalement assimilée aux appareils politiques du grand capital.

Celle du Progressive Labour Movement, relativement favorable aux dirigeants ouvriers, appelle à une unité plus grande des syndicats ouvriers et propose la stratégie suivante:

1. L'établissement d'une deuxième fédération du travail basée sur les sections les plus avancées du mouvement ouvrier (c'est ici un appel à l'unité des syndicats de gauche avec les syndicats qui sont restés à l'extérieur de l'A.F.L.-C.I.O.
2. Le développement d'un mouvement indépendant dans le Sud autour des problèmes de races et de classes;
3. La création d'un parti socialiste révolutionnaire. Ce groupement, qui se veut marxiste, est limité à un petit cercle d'influence pratiquement nulle, vivant sur une agitation locale; son programme est un ramassis de formules véhiculées dans la gauche et présente un curieux mélange d'opportunisme et d'ultra-gauchisme.

Citons deux groupes d'influence organisés autour de deux revues:

Monthly Review et **Studies on the Left**. Le premier cherchant à traverser des discussions assez académiques les causes et les raisons du "cul-de-sac" dans lequel est arrivé le mouvement ouvrier.

Le second s'est développé à partir d'un groupe d'intellectuels de l'Université de Wisconsin: il envisage, en termes très vagues, la construction d'une nouvelle gauche. Quant au Parti communiste américain lui-même, il n'a pas de position différente de cette gauche libérale dont nous parlions précédemment.

La gauche et le problème noir

Dans un interview accordée à la revue "Studies on the Left", en 1962, Robert F. Williams, initiateur de l'auto-défense armée dans le Sud, prédisait, en évoquant le devenir du mouvement noir, que "cette chose va à une telle vitesse que nous allons laisser derrière nous tous les libéraux et les prétendus groupes radicaux. Au moment où ils comprendront des choses, nous serons déjà trop loin en avant d'eux. Vous voyez, alors ils n'auront aucune contribution à apporter à notre mouvement".

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le mouvement noir s'est développé là aussi, en dehors de tout contact ou influence réelle de la gauche. La révolution cubaine ou les révoltes noires d'Afrique ont été des facteurs bien plus effectifs dans la radicalisation que toutes les manifestations ou propagandes de la gauche. On peut même avancer que la méfiance envers les "radicaux blancs" a contribué à maintenir cette absence d'influence. Il est tout à fait clair que des "leaders" noirs se forment à travers les mouvements de protestation et qu'ils ne doivent rien ni dans leur programme ni dans leur ligne générale à la gauche.

Nous ne nous étendrons pas sur les conditions propres à la lutte des Noirs mais simplement nous préciserons en quoi la gauche actuellement s'oriente très pragmatiquement vers deux positions qui ont cependant un point commun: réaliser l'unité des différents mouvements noirs en vue d'une lutte nationale plus puissante pour obtenir des résultats immédiats. Ces deux positions divergent quant aux perspectives et aux programmes; la première s'exprime par la voix du T.U.L.C. (Trade Unions Leadership Councils), qui est un regroupement d'environ huit mille syndicalistes noirs et dont le siège est à Détroit.

Tout en faisant une politique de revendications autonomes des ouvriers noirs, le T.U.L.C. s'adresse à diverses tendances de la gauche pour leur proposer une lutte commune. Plus particulièrement aux directions syndicales, en posant clairement le problème de la concurrence des ouvriers blancs et des ouvriers noirs, dans la situation actuelle, et en proposant aux syndicats de se battre sur une plate-forme qui exprime des intérêts communs. Une lettre ouverte adressée à Meany et à Reuther, leur proposait de commencer une campagne contre les heures supplémentaires et pour un raccourcissement de la journée de travail, pour une organisation des ou ouvriers en chômage; elle concluait en leur demandant de prendre leurs responsabilités en ce qui concernait la classe ouvrière blanche, car, quant à eux, ils étaient décidés d'aller jusqu'au bout dans la satisfactions des problèmes ouvriers noirs.

La deuxième s'exprime à travers l'organisation d'un parti "Freedom now" qui jusqu'à maintenant n'a pas fait le bilan de ses forces mais regroupe un certain nombre de leaders noirs dans les villes ouvrières du Nord.

Ses objectifs immédiats seraient la préparation d'une bataille électorale contre les deux grands partis bourgeois. Son programme reste cependant flou et n'exprime pas très bien les liens entre les revendications noires et ses objectifs politiques généraux.

La déclaration de Washington (28 août 1963) présente ce parti comme "...détaché des intérêts en place et pouvant promouvoir des changements économiques de base qui donneront à chacun travail adéquat, logement et éducation". Il se propose également de mettre fin au racisme, à l'exploitation et au "capitalisme".

En fait, ce parti se résume à une tentative pour éviter la dispersion des luttes noires pour la concentrer en une opposition nationale au gouvernement fédéral.

Ces deux positions montrent que la gauche se trouve incapable d'avancer un programme qui puisse lier dans une lutte cohérente des intérêts apparemment divergents.

Le souci de s'aligner sur les termes immédiats de la lutte sans ouvrri de perspective est le signe d'une attitude totalement empirique envers la réalité sociale. Le Parti Freedom Now essaye ainsi de s'engager dans une politique nationale sur ce thème:

Nos frères africains nous ont montré comment gagner la liberté; leur principale technique: une action politique noire.

Il est clair que dans la situation générale que nous avons analysée, une politique générale basée sur la défense autonome d'une couche minoritaire n'a non seulement aucune chance de réussir à arracher des avantages mais, ce qui est plus grave, conduit à accentuer la division à l'intérieur des couches ouvrières qui se trouvent menacées par le même adversaire.

C'est à cette situation que le T.U.L.C. essaye de faire face en proposant ni plus ni moins au courant de la gauche libérale de renverser la vapeur et de s'appuyer sur les revendications communes des ouvriers, en renonçant à une politique de soutien du gouvernement. On peut se demander si cette perspective, qui a l'avantage de montrer des points d'appui précis au renforcement de la lutte, peut compter sur les forces libérales pour organiser ce qui serait l'ébauche d'une grande vague de grèves et de revendications générales des ouvriers. Le grand capital ne peut tolérer une telle politique et c'est le propre du libéralisme d'être toléré par le grand capital. C'est le point de vue de "Times" qui demande encore une nouvelle restriction du droit de grève.

A court terme, la lutte sociale pose à la gauche une alternative qu'elle semble incapable de comprendre: soit se lier d'une manière immédia-

te et empirique aux diverses révoltes et courants qui se développent actuellement en continuant à définir la lutte d'une façon limitée; soit envisager une propagande active sur la base d'un programme qui lie l'ensemble des intérêts et propose des perspectives communes aux ouvriers, c'est-à-dire cherche, pour la première fois, à mettre sur pied un réel programme autonome de la classe ouvrière. ■

points de repère

1

Ti-Jean-la-taxe

par pierre vallières

On ne peut pas **appliquer** une politique qu'on ne soutient pas. Ainsi en est-il de la politique de "rénovation rurale" par laquelle, dans son manifeste de 1962, le parti libéral entendait moderniser l'agriculture québécoise et donner à la classe agricole "la dignité qui lui appartient". Le parti libéral étant le représentant d'une minorité à idéologie, origine et aspirations bourgeoises, ne peut pas vouloir vraiment combler le retard technologique, économique et social des travailleurs ruraux. Car, pour ce faire, il lui faudrait nationaliser la majeure partie des bénéfices de l'entreprise privée au profit de l'industrialisation de l'agriculture, seule solution au marasme actuel. Mais comment les libéraux pourrait-il nationaliser ce qu'ils ont pour fonction non seulement de défendre mais d'engraisser ?

En juin dernier, des milliers de cultivateurs ont marché sur Québec en criant: "On veut notre premier ministre", "On n'est pas des chiens", "On a assez payé de taxes", "Justice pour les ruraux". Lesage, après avoir conféré avec M. Lionel Sorel, président de l'U.C.C., s'esquiva à Montréal, pour ne pas avoir à faire face à la colère des cultivateurs. Il délégua le ministre le moins populaire de son cabinet, M. Gérin-Lajoie, pour annoncer à la foule que le gouvernement consentait aux cultivateurs une réduction de 25% de l'impôt foncier perçu par les commissions scolaires. Mais les ruraux répondirent en choeur que cette concession n'était pas suffisante. Ils avaient bien raison. Ce n'est pas par des mesures prises à la dernière minute, sous la pression d'une manifestation de masse, que l'on peut résoudre le sous-développement considérable des régions rurales. Ce n'est pas en ajoutant quelques **cents** de plus, chaque semaine, aux 36 dollars que gagne en moyenne le cultivateur du Québec que l'on peut permettre à l'agriculteur de contrôler sa production et le marché de l'alimentation.

Avec l'arrivée au pouvoir des libéraux, les cultivateurs ont peut-être cru un instant que le paternalisme serait aboli et remplacé par une planification intelligente. Jean Lesage n'avait-il pas déclaré à St-Hyacinthe, le 5 juillet 1959: "Les représentants autorisés des principales associations agricoles et des agronomes l'ont dit et répété à plusieurs reprises: ce qui manque au gouvernement, c'est une véritable pensée agricole. Les dirigeants actuels du ministère de l'Agriculture, tout comme les dirigeants du régime, ont démontré que, depuis un quart de siècle, ils n'avaient eu aucune véritable pensée nouvelle. Tant que le gouvernement actuel sera au pouvoir (...) notre agriculture continuera de péricliter".

Cinq ans après ce beau discours, quatre ans après la victoire libérale, quel changement s'est-il produit dans le secteur agricole? Johnson

pourrait redire ce discours aujourd'hui et il correspondrait tout à fait à la réalité. Aucune transformation, même mineure, n'a été réalisée. Les cultivateurs demeurent encore les plus exploités, les plus taxés et les moins payés.

Isolés et de plus en plus à la merci de trusts, comme Steinberg's et Dominion, les cultivateurs sont privés de tout contrôle sur les prix et le choix de leur production. Coordination et initiatives sont laissées au bon vouloir du commerce alimentaire. Pendant que le gouvernement demeure absent ou consent, de temps à autre, à verser quelque obole aux "pauvres colons", une poignée de capitalistes profite de la déchéance de la classe agricole et de son peu de formation technique pour s'emparer des biens de la collectivité et accroître ses bénéfices sur le dos des ignorants.

Alors que les industries jouissent d'énormes privilèges pour exploiter nos richesses naturelles, les travailleurs, eux, sont obligés de se saigner à blanc pour jouir d'une éducation convenable et d'un minimum de sécurité sociale. Aux compagnies, le gouvernement dit: "Venez, ça ne vous coûtera pas un sou". Aux Québécois, le gouvernement répète sans cesse: "On n'obtient rien pour rien. Payez et vous aurez des écoles. Payez et vous aurez des soins médicaux convenables. Payez..." Mais avec quel argent? Quand un cultivateur a un revenu hebdomadaire de $30, peut-il physiquement se payer le luxe d'aider au financement d'écoles nouvelles? Gérin-Lajoie vient lui dire qu'il faut former des "hommes instruits" pour que demain ils ne soient pas chômeurs. Mais pourquoi Gérin-Lajoie demande-t-il aux plus pauvres de financer ses écoles? La réponse est simple: Gérin-Lajoie n'a pas la liberté de former son budget avec des capitaux enlevés au secteur privé. Jamais le régime ne lui permettrait de commettre ce crime. D'ailleurs, sans doute, il n'a pas eu l'idée de déposséder ses amis bourgeois de leur argent, même s'il a un peu contribué à les déposséder de leur tyrannie idéologique en éducation.

On se demande vraiment ce que signifie pour les libéraux la planification économique dont il a été si souvent question durant la campagne électorale de 1962.

Dans le secteur agricole, cette planification étrange consiste à laisser le ministère des Affaires municipales, celui de l'Education et l'U.C.C. se disputer entre eux. Comme le ministère des Affaires municipales n'est pas intéressé à des réformes de base dans le domaine de l'évaluation et qu'une grande partie de l'expansion du système scolaire est financée à même l'impôt foncier, le ministère de l'Education doit obliger les commissions scolaires à augmenter leur taux d'imposition foncière. De son côté, l'U.C.C., s'inquiète avec raison des répercussions de cette politique sur les cultivateurs, menace d'ordonner une grève générale de l'impôt, et devant cette menace, le gouvernement finalement accorde aux cultivateurs un dégrèvement d'impôt et rembourse lui-même les commissions scolaires pour cette baisse de revenu.

La tempête se calme alors un peu, mais demain le gouvernement, qui n'ose pas prendre les mesures qui s'imposent, c'est-à-dire faire les nationalisations nécessaires, augmentera de nouveau les taxes, les cultivateurs marcheront de nouveau sur Québec, un cataplasme sera vite trouvé et rien ne sera changé... jusqu'à ce qu'une autre forme de gouvernement ait pris le pouvoir, un gouvernement dont la politique aura une portée sociale différente, parce qu'il sera le représentant de la classe ouvrière. ■

2

Les enseignants, obstacle à la révolution

par charles gagnon

René Dumont écrit dans **l'Afrique noire est mal partie** que les jeunes Etats africains font tout à fait fausse route quand ils envoient les plus brillants de leurs jeunes citoyens étudier le droit, les lettres, les sciences politiques en Europe ou aux U.S.A., parce que ces pays ont avant tout besoin de fermiers formés aux dernières techniques, d'agronomes, en un mot, d'hommes préparés à exploiter les richesses de leur pays et non d'"importateurs" de culture occidentale.

En bons colonisés que nous sommes, nous nous sommes donné — on nous y a aidés — une organisation scolaire qui comporte les mêmes défauts que ceux dénoncés par Dumont à propos de l'Afrique.

Nous vivons toujours dans un pays où la majorité des gens travaillent soit sur la ferme, soit dans les bureaux, soit surtout dans les usines. Nous nous sommes donné un corps d'instituteurs et de professeurs qui forment les jeunes à la littérature, à l'histoire, aux "petites sciences". Du monde du travail tel qu'il est au Québec, des réalités économiques et sociales, l'instituteur ne dit rien — peut-être parce qu'il n'en sait rien; il est un désincarné, il a choisi la meilleure part, celle de l'esprit !

Je me souviens d'un professeur de collège qui avait tenté un jour de convaincre sa classe que l'école, c'était la vie parce qu'elle préparait à la vie et que la vie de la jeunesse c'est de se préparer à la vie. Il avait sans doute raison : le collège était une préparation à la vie qu'il menait, celle d'un clerc enseignant. Il avait tout simplement oublié que les clercs enseignants ne forment pas la majorité de la population, même au Québec.

Les jeunes Québecois se préparent de moins en moins à devenir des clercs enseignants et ils considèrent toujours que l'école ne prépare pas à la vie; les étudiants des écoles secondaires de la C.E.C.M. l'affirmaient fermement devant leurs parents et leurs maîtres il y a quelques mois.

On a crié à la révolution, il y a quelques années, quand des clercs ont invité les laïques à **collaborer** à l'éducation en occupant des postes de direction.

On a encore crié à la révolution quand il a été question de créer le Ministère de l'Education. L'Eglise du Québec, dans sa générosité à l'égard des laïques, a alors réussi à démunir sensiblement le ministère de ses pouvoirs.

De tant de "révolutions", les instituteurs et les professeurs semblent être sortis essoufflés. Ils se sont paisiblement remis au travail avec les mêmes manuels et le même esprit que les clercs d'autrefois. Rien n'a changé. Dans les écoles, on continue d'éduquer les enfants au fatalisme, à la soumission, à l'acceptation globale du statu quo. Entre eux, ils auront bien le courage de s'élever contre telle ou telle situation, mais devant les élèves, non : ils sont si révoltés que ça pourrait être dangereux !

Le système d'enseignement du Québec est entièrement à refaire

parce qu'il a échoué jusqu'à maintenant dans ses deux objectifs principaux : préparer l'ensemble des jeunes à la vie moderne et susciter parmi eux des chercheurs dans tous les domaines.

La faute en est évidemment aux structures qui finissent toujours par modeler les esprits. Mais aujourd'hui la faute en est peut-être plus encore aux instituteurs et aux professeurs qui refusent, alors que la jeunesse leur dit vers où se diriger, de prendre l'initiative de faire sauter les structures.

On ne pense pas à faire sauter des structures quand elles correspondent à nos structures intérieures. Les instituteurs et les professeurs du Québec sont noyés dans le système; s'il leur arrive de se rendre compte que le système comporte des injustices, ils ont une réponse toute prête : le monde est méchant, les hommes sont corrompus; le mal existe. C'est le règne du fatalisme dont la contre-partie est la récompense éternelle.

Quand on est professeur et qu'on a accès aux bibliothèques, en plus des cabarets, des églises et des salons mondains, on peut toujours admettre que le monde soit mal fait "de toute éternité", car on peut se permettre de quitter ce monde très souvent, soit dans un roman, dans un missel ou une conversation gratuite.

Les jeunes Québécois, par ailleurs, sont loin d'avoir tous accès à ces formes de "vie de rêve" et de toute façon n'en veulent plus. Dans la perspective d'une société à transformer, les travaux de certains chercheurs ont montré que les réalités sociales, économiques et politiques ont plus d'importance que la littérature latine, la religion et la philosophie thomiste. Il s'ensuit que tout enseignement, de quelque matière que ce soit, y compris la littérature latine, qui ne tient pas compte de ces réalités, est un enseignement désuet qui ne prépare pas vraiment à la vie, la vie des hommes qui n'ont pas le loisir de rêver pour oublier la réalité de leur condition.

Autrement dit, l'éducation qui se donne au Québec, même après l'invitation des clercs à la collaboration des laïques, même après la création du Ministère, est une éducation sans valeur parce que désincarnée, négligeant de considérer le monde tel que nous le connaissons aujourd'hui et laissant croire qu'il sera toujours tel que les hommes le connaissaient il y a un siècle. Quand on refuse de considérer la réalité du monde, on ne se prépare pas à la vie; quand on prétend que la connaissance de l'univers, d'une part, les structures sociales et économiques, d'autre part, sont immuables, on ne suscite pas de chercheurs. ■

3

Les dangers de la liberté !

Pour illustrer l'article de Charles Gagnon, voici les propos d'un éminent professeur d'université, M. Maurice Lebel, jusqu'à récemment doyen de la Faculté des Lettres de l'Université Laval. Au congrès annuel de la Corporation des instituteurs catholiques, M. Lebel s'est permis une longue disgression sur le droit de grève des instituteurs et les syndicats ouvriers, digression que Mme Evelyn Gagnon a citée dans **Le Devoir** du 24 août dernier pour l'instruction des citoyens de cette province "pas comme les autres".

Selon M. Lebel, "le droit de grève, si incontestable soit-il, est une arme dangereuse, à deux tranchants, explosive, productrice de réactions en chaîne. Les professeurs donnant l'exemple, les étudiants peuvent aussi faire la grève. Cette arme, il faut la manier avec prudence en cas d'urgence ou d'extrême nécessité.

"Il ne faut pas qu'une grève de professeurs, si nécessité il y a de la déclarer ou de la mener, aboutisse à une grève de sympathie des ouvriers, ou qu'une grève des ouvriers aboutisse à une grève de sympathie des professeurs"!

Notant, dans sa perspicacité habituelle, que les grèves se multiplient au Québec, traditionnel pays de l'Ordre, M. Maurice Lebel a insisté pour que les enseignants ne fassent jamais la grève pendant l'année scolaire, aux dépens des élèves et des parents, sous prétexte d'obtenir des gains immédiats et légitimes: "Les professeurs, tels les prêtres, ont charge d'âmes. Très lourde est leur responsabilité. Que diriez-vous si les prêtres faisaient la grève?" Bon débarras! serait sans doute la réponse de plusieurs.

"Fait singulier, poursuivit savamment M. Lebel, les enseignants et les étudiants désirent s'allier aux syndicats ouvriers, à un moment où les conflits sociaux s'accroissent dans le Québec. Mais, c'est aussi surprenant, en apparence du moins, les syndicats ouvriers ne s'intéressent pas outre mesure, et pour cause, au sort des enseignants et des étudiants. C'est ma conviction profonde, **les travailleurs intellectuels que nous sommes n'ont rien à gagner en s'alliant aux syndicats des travailleurs manuels.** Chacun à sa place, à chacun son métier. Que les ouvriers aient leurs propres syndicats est naturel et normal. Je n'ai aucun mépris pour l'ouvrier. Au contraire, je le respecte et le considère comme tel. Mais je suis un intellectuel par tempérament et par vocation, **je veux conserver mon identité,** comme l'ouvrier tient à conserver la sienne. A mon avis les enseignants, encore moins les étudiants, n'ont nullement besoin de s'allier aux syndicats ouvriers pour renforcer leurs positions".

Et M. Lebel d'ajouter que la pensée de "l'énorme syndicat des enseignants, un géant, un monstre, comme société anonyme, la plaie de notre société", le fait frémir.

Plus loin, M. Lebel devait inviter les maîtres du Québec à ne pas **abdiquer**, à bien remplir leur rôle (qui est "d'éduquer et d'orienter les jeunes"), à ne pas chercher à être "les copains" de leurs élèves; comme dans ces collèges classiques, ces écoles secondaires où "le Soviet des élèves se réunit chaque semaine pour passer au crible et l'enseignement et la conduite de leurs maîtres-camarades!"

"Eduquer en 1964, de conclure le conférencier, c'est inspirer aux élèves le respect de l'ordre établi et des institutions existantes. En bref, éduquer en 1964, c'est aller à contre-courant, prendre position, avoir le courage de bien faire et laisser braire".

Combien sont-ils à penser cela? ■

Le syndicalisme étudiant doit-il avoir une politique?

par bruno queysanne

Depuis la marche des étudiants sur Québec, on entend de plus en plus souvent parler du rôle social et politique de l'étudiant. On se rend compte de l'incidence de la politique des gouvernements sur l'Université, sur ses structures et son fonctionnement et, par là même, sur l'avenir des étudiants qui, plus qu'aucun autre groupe social, sont sensibles aux transformations de la société. Face aux problèmes qui se posent à l'ensemble de la population, le syndicalisme étudiant doit-il avoir une politique et celle-ci peut-elle être coordonnée avec les revendications du monde ouvrier ?

Bruno Queysanne, leader étudiant et socialiste français, a rédigé l'an dernier pour le compte de la revue Révolution **(no 4) un article sur "les étudiants français et la crise de l'université bourgeoise", que nous reproduisons intégralement ici à l'intention de ceux qui considèrent comme très importante dans une nation l'évolution du monde étudiant. Nous pensons que cet article peut susciter une réflexion et un dialogue fructueux entre tous ceux qui se posent le problème de la politisation des mouvements étudiants.**

Depuis une dizaine d'années les étudiants interviennent de façon consciente dans la vie politique. Ce ne sont plus quelques individus isolés qui entrent dans la lutte, mais le milieu étudiant dans sa majorité. Toutefois cela est surtout vrai dans les pays d'Asie et d'Amérique latine et d'Afrique. Ce sont les étudiants vénézuéliens qui ont marqué le début de la lutte contre Perez Jimenez et ils ont joué un grand rôle dans l'action du F.L.N. Les étudiants sud-vietnamiens ont pris une part active dans la lutte contre Diem. En Corée du Sud, ils ont largement contribué au renversement de Sygman Rhee. Au Japon ils furent à la pointe des manifestations anti-yankees qui firent annuler le voyage d'Eisenhower. A Cuba, ils prennent une place importante dans la construction du socialisme et l'ont bien montré par leur participation massive à la campagne d'alphabétisation. Et il y a bien d'autres exemples d'intervention des étudiants dans la lutte politique en tant que force sociale, et non plus simplement en petits groupes isolés. En est-il de même dans les pays capitalistes avancés ? Et précisément en Europe ?

Bien que la participation du milieu étudiant aux luttes politiques soit plus réduite que celle de leurs camarades des pays de la « zone des tempêtes », nous pensons que leur intervention se développe et va continuer de se développer. Nous en voulons pour preuve l'action des étudiants anglais contre l'armement atomique et, surtout, celle des étudiants français contre la guerre d'Algérie et contre l'O.A.S. Si l'on tient compte également de la situation de crise de l'Université française, nous pouvons dire qu'il existe des conditions objectives pour que le milieu étudiant dans sa majorité entre dans la lutte contre le pouvoir capitaliste et vienne prendre sa place dans le concert des forces révolutionnaires. Nous pensons que l'examen de l'évolution de l'U.N.E.F. est à cet égard très significatif.

L'U.N.E.F. dans les années 1960-1962

C'est dans la lutte contre la politique colonialiste du gouvernement gaulliste que l'avant-garde étudiante a su trouver une audience de masse. La bataille pour la défense des sursis, le Congrès de Lyon et la reprise des relations avec l'**U.G.E.M.A.** en avril 1960, la journée du 27 octobre pour la paix en Algérie par la négociation avec le **G.P.R.A.**, puis, en 1961-1962, la bataille anti-fasciste contre l'O.A.S., furent les grandes étapes de l'orientation résolument progressiste de l'**U.N.E.F.**

Pendant ces années les débats internes du syndicat étudiant se déroulaient sur le thème de l'apolitisme. La minorité de droite et d'extrême droite (les anciens "majos") refusait de s'engager politiquement et soutenait objectivement les tenants de l'Algérie française. La majorité (les anciens "minos"), qui reposait sur les étudiants de lettres à Paris et sur les grandes **A.G.E.** de province (Lille, Grenoble, Lyon, Toulouse, etc) essayait d'intégrer à son action de défense des intérêts étudiants la lutte pour la paix en Algérie. Elle voyait dans l'union de ces deux domaines de lutte, l'élaboration d'une véritable ligne syndicale, au contraire de l'opposition de droite qui voulait s'en tenir à un strict corporatisme.

Dans ces batailles des années 1960-1962, les étudiants se retrouvèrent souvent aux côtés des travailleurs. Ce fut l'occasion pour les dirigeants de donner un souffle nouveau à la thèse élaborée à la Libération : l'étudiant comme « jeune travailleur intellectuel ». Puisque la solidarité politique des étudiants et des travailleurs avait été maintes fois démontrée, l'**U.N.E.F.** commença de se demander si cette solidarité n'était pas plus profonde. Et lorsque le guerre d'Algérie fut terminée, tout le mouvement se pencha sur sa propre reconversion, guidé par l'idée que l'étudiant joue un rôle non négligeable dans la nation et que c'était précisément ce « rôle » qu'il s'agissait de passer au crible.

La reconversion

La paix en Algérie, la défaite de l'O.A.S., apportèrent un immense soulagement chez les démocrates français. Il fut d'ailleurs fatal à nombre d'entre eux. **L'U.N.E.F.** se réveilla de ses années de cauchemar, sans trop savoir où se diriger. Certes, le pouvoir gaulliste apparaissait comme l'ennemi principal. Mais la critique de la politique coloniale n'avait pas été si radicale que les structures économique et sociales de la société en aient été mises en question. Il apparaissait d'autre part que la seule « défense des intérêts matériels » ne pouvait que renvoyer au corporatisme dont l'**U.N.E.F.** s'était dégagée par sa lutte contre l'apolitisme.

Ainsi le congrès de Reims à Pâques 1962 accorda-t-il au syndicat étudiant, un an de réflexion. Comme on le verra, un an, c'est bien peu pour élaborer une ligne syndicale cohérente, surtout lorsque aucun effort en ce sens n'a jamais été sérieusement entrepris.

De tous les problèmes de la vie étudiante c'était celui du logement qui occupait le centre des débats. C'est à son propos que s'affrontaient "réformistes" et "révolutionnaires". C'est par lui que certains pensaient unifier les revendications, sinon la vie, des étudiants et des jeunes travailleurs. C'est sur l'allocation-logement que venait buter la thèse générale de l'allocation d'études. Et la tentative d'une revendication cohérente autour de cette question mit en évidence l'opportunisme de toutes les batailles revendicatives antérieures. Comment sortir de cette confusion ? Ce fut la tâche que se fixa la majorité. C'est avec le bureau Roure que commença vraiment la réflexion en grand dans le mouvement étudiant. Les traits caractéristiques de cette époque sont les suivants :

— disparition complète de l'influence des apolitiques : leur corporatisme les contraint à assister aux travaux de l'**U.N.E.F.** en spectateurs purement passifs;

— l'aile d'extrême droite quitte le mouvement et emporte ses contradictions dans le syndicat jaune (des "scabs") créé par le pouvoir: la **F.N.E.F.**

— éclatement de l'ancienne majorité "politique". Une nouvelle droite se cristallise autour des problèmes de gestion (restaurants, coopératives, polycopies, revendications matérielles), tandis qu'une gauche se regroupe autour du Bureau national et de la direction nationale de la **M.N.E.F.** (organisme chargé par l'**U.N.E.F.** de gérer la Sécurité Sociale étudiante);

— intense effort de réflexion sur la nature du milieu étudiant et sur les objectifs à donner au mouvement syndical;

— mise en évidence du rôle primordial des problèmes universitaires.

Le milieu étudiant

Pour les syndicats ouvriers la question de la nature de leur base ne se pose pas. Le prolétariat par sa place définie dans les rapports de production, par son mode de vie général, par ses modes d'action, par son type d'idéologie, peut être rigoureusement déterminé. Il n'en va pas de même pour la base du syndicat étudiant. Si le milieu étudiant n'est pas une classe autonome, il doit néanmoins se situer dans la structure de classes de la société. Or, sa place dans les rapports de production n'est pas historiquement fixe, elle évolue avec la situation des classes moyennes et, plus particulièrement, des "cadres" qui, de privilégiés sous le capitalisme libéral, tendent à devenir eux aussi une "victime" sous le capital monopoliste. Le mode de vie des étudiants n'est pas unifié. Entre l'étudiant qui vit dans sa famille et celui qui habite en ville, entre celui qui étudie à Paris et celui qui travaille à Grenoble, entre l'étudiant en lettres et l'étudiant en médecine, entre celui qui est entretenu par sa famille et le boursier qui se livre au travail noir, etc., il y a tant de différences qu'on ne peut trouver de caractère unifiant que dans le seul fait que **tous veulent étudier.**

C'est à la non-reconnaissance de cette évidence — les étudiants sont les gens qui étudient à l'Université — que l'on doit l'empirisme, et le corporatisme passé de l'**U.N.E.F.** En effet, le syndicat considéra longtemps son milieu comme un agrégat de jeunes mal nourris, mal logés, mal soignés, mal éduqués, mal distraits, et non comme l'ensemble des jeunes qui veulent étudier.

Mobilité de la structure du milieu

Il faut bien voir que si le milieu étudiant est relativement stable dans le temps, il n'en est pas de même pour ses éléments. Selon le type d'études et selon le degré de réussite, la durée de la vie étudiante peut varier de deux à dix ans. Autrement dit, l'étudiant entre à l'université pour en sortir muni de connaissances ou de diplômes (ce qui est différent) et non pour y rester. La structure du milieu étudiant est donc extrêmement mobile. Cette mobilité est renforcée par l'évolution de l'origine sociale des étudiants et par celle de la fonction sociale de l'Université. Mais elle est d'autre part contrecarrée par la fixité des structures de l'Organisation universitaire.

En effet, l'origine sociale des étudiants n'est plus en 1963 ce qu'elle était cinquante ou cent ans auparavant. La proportion des étudiants issus des classes privilégiées (grande bourgeoisie industrielle, oligarchie financière, propriétaire foncier, hauts fonctionnaires et de façon moins générale profession libérale) a diminué au profit de l'augmentation des étudiants issus des couches moyennes (petite bourgeoisie, employés, petits et moyens fonctionnaires), tandis que l'augmentation du nombre d'étudiants issus du prolétariat ou de la paysannerie pauvre reste très faible. Autrement dit, il n'est plus vrai que les étudiants appartiennent dans leur majorité aux classes sociales privilégiées dominantes.

D'autre part, la fonction sociale de l'Université a, elle aussi, évolué. Son rôle principal n'est plus de fournir

les cadres dirigeants de la société capitaliste, de l'appareil d'Etat ou de l'appareil économique. Actuellement, étant donné le caractère toujours plus technique des différents secteurs d'activité — effet et cause du développement des forces productives — l'ensemble des "cadres" ou "techniciens" de la société qui, dans leur grande majorité, n'ont plus un rôle de direction mais d'exécution, voient leur place dans les rapports de production passer progressivement du côté de la bourgeoisie aux côtés des travailleurs exploités. Autrement dit, la fonction essentielle de l'Université sous le capitalisme monopoliste d'Etat (vers lequel la société française évolue) n'est plus seulement de former une **élite** de direction, mais le nombre de travailleurs intellectuels nécessaire à la marche d'une économie où le travail dans tous les domaines est toujours plus qualifié, plus "complexe".

Evolution du milieu et fixité de l'Université

Cette évolution de la nature du milieu étudiant, qui se traduit par une augmentation considérable de ses effectifs, et celle de la fonction de l'Université, qui s'oriente vers un type de formation de masse et non plus vers un type de formation d'élite, se heurtent à la fixité des structures universitaires.

Par structures universitaires il faut entendre aussi bien l'organisation matérielle de l'Université (nombre de places disponibles et nombre de maîtres) que l'organisation pédagogique (cours magistraux et passivité de l'activité étudiante). Or, cette contradiction entre ce qui évolue (composition du milieu étudiant, et fonction sociale de l'Université) et ce qui reste figé (Organisation de l'Université) ne remet pas seulement en cause les structures universitaires mais le contenu même de l'enseignement dont elles ne sont finalement pas indépendants. Autrement dit, la crise de l'Université est de deux ordres : matériel et idéologique, et nous pensons que ce n'est pas le second qui est le moins gros de conséquences. En effet, le capital monopoliste va être obligé de donner à l'Université les moyens dont elle ne dispose pas actuellement et qui sont pourtant nécessaires au développement de l'économie française selon les normes du capitalisme monopoliste d'Etat. Il est donc possible, à plus ou moins long terme, que la crise matérielle de l'Université soit surmontée par le capitalisme lui-même (déjà cette année le budget de l'Education nationale atteint la règle d'or de Jules Ferry, c'est-à-dire 1/7 du budget total, qui fut longtemps le cheval de bataille des "républicains").

Mais ce qu'il ne peut enrayer, c'est la prise de conscience des problèmes idéologiques de l'Université. A moins que la contradiction entre les aspirations des jeunes intellectuels que sont les étudiants et les perspectives qui leur sont offertes ne soit étouffée par un renforcement de l'hégémonie de l'idéologie bourgeoise, alors il faut agir en direction du milieu étudiant en considérant qu'il est un allié possible du prolétariat, non seulement pour une hypothétique perspective démocratique, mais bel et bien pour des objectifs socialistes et révolutionnaires.

Ce qui caractérise l'activité des étudiants dans l'Université française actuelle, c'est quelle est une pure consommation. Le rôle dévolu à l'étudiant est d'emmagasiner des connaissances, d'accumuler une qualification dont il se servira plus tard, lorsqu'il entrera dans le cycle de l'activité adulte par excellence : la production. L'étudiant RECOIT un enseignement, que des maîtres lui DONNENT. Tout au long de ses études, il n'a aucun jugement à porter sur ce qu'il apprend. L'examen n'évalue pas le développement de ses possibilités créatives, mais la seule fidélité à l'enseignement reçu. On peut dire que la pédagogie de l'Université actuelle repose sur une séparation radicale de l'apprentissage et de la production ou de la recherche et que l'activité des étudiants n'est pas un travail créateur, mais une accumulation passive.

Or la passivité est bien un des traits caractéristiques du comporte-

ment et de la mentalité du milieu étudiant. L'attitude passive de l'étudiant vis-à-vis de ses études résulte de son état de simple consommateur. Et, comme tous les consommateurs de la société bourgeoise, l'étudiant ne peut rien décider qui modifie et transforme l'objet qu'il "consomme" pour en faire un objet qu'il s'approprie de façon responsable. L'étudiant est séparé de ses propres études. Ce qu'il apprend est un état de fait à l'élaboration duquel il ne prend aucune part. En étudiant à l'université bourgeoise, il apprend à être irresponsable non seulement par rapport à son activité spécifique, mais par rapport à sa vie privée. Sa situation irresponsable fait de lui un être assisté dans tous les domaines. Le coût de sa vie est truqué, par rapport à celui des autres jeunes de son âge (repas à 1,20 franc, logement pris en charge par l'Etat, ou la famille, bourses aux plus défavorisés) parce qu'on n'envisage pas le problème de ses ressources financières d'une façon radicale. On préfère "aider" l'étudiant, plutôt que lui donner les moyens de vivre en fonction du travail qu'il fournit et de la fonction sociale qu'il remplit. Cette assistance éduque "sagement" l'étudiant qui rend grâces à la société de sa sollicitude envers lui et apprend ainsi un certain civisme qui n'est rien d'autre que la servilité à l'égard de l'ordre établi.

Les activités de compensation...

Cependant cette situation de consommateur irresponsable est par trop contradictoire avec les valeurs qui forment le fond commun de l'enseignement universitaire. Il faut bien que le libre arbitre cartésien, le scepticisme de Montaigne, l'objectivité d'Auguste Comte, l'ironie voltairienne et la "bonne critique" de 1789 s'incarnent quelque peu dans la pratique étudiante. Aussi de multiples soupapes de sécurité sont-elles prévues. Ainsi les chahuts, les monômes, loin d'être réprimés, sont encouragés par les autorités. Le bachotage des classes de préparation aux grandes écoles, "l'esprit carabin" des étudiants en médecine sont autant de compensations à l'extrême dépendance des étudiants à l'égard de leurs "maîtres" et autres "patrons" qui ne sont jamais que l'expression renforcée de l'autoritarisme des structures et du contenu pédagogiques. Le folklore étudiant n'effarouche le bourgeois que dans la mesure où celui-ci se rend compte qu'il est un vieux et que le temps des fredaines est irrémédiablement passé pour lui. La société capitaliste, elle, est d'autant mieux gardée que les étudiants chahutent davantage. Il faut également voir dans la séparation radicale entre travail universitaire et loisirs un moyen de faire de ces derniers, une réalisation des aspirations à la liberté et à l'autonomie qui sont brimées pendant l'année universitaire. Or celles-ci, lorsqu'elles sont réalisées pendant les vacances, ne remettent plus rien en cause puisque précisément les vacances sont le temps où "l'on ne fait rien" en opposition à l'année universitaire où "l'on a tout à faire".

L'université engendre l'individualisme

Mais c'est peut-être dans le culte de l'individualisme que l'Université trouve son meilleur verrou de sécurité. En effet, tout est fait comme si l'étudiant en tant qu'individu unique était l'objet de tous les soins. C'est à lui que s'adresse le professeur, c'est lui que juge l'examinateur, c'est lui qui rédige "son" diplôme. Tout lui indique que c'est sa valeur propre qui est considérée. Il faut donc qu'il soit le meilleur, et il se croit responsable de son destin lorsqu'il n'est qu'une bête à concours et à diplômes. La façon même dont les études sont sanctionnées, apprend à l'étudiant à accepter la loi de la jungle de la société capitaliste. Collaborer est une faute : cela s'appelle copier. Chacun pour soi et Dieu pour tous, à l'Université aussi cela est vrai.

Individualisme, rapports humains et action de masse

Cette conscience individualiste qui se forge chez l'étudiant au cours de ses années d'Université, et dont l'ordre bourgeois profitera par la suite, se trouve contredite par la vie de groupe qui caractérise les structures universitaires. En effet, si la réception de l'enseignement est sur-individualisée, la diffusion en est sur-socialisée. L'enseignement est donné massivement, sans nuance, sans tenir compte du niveau réel des étudiants qui le reçoivent. Pour le professeur l'amphithéâtre de 500 étudiants n'est qu'une seule et même personne. Les travaux pratiques qui devraient pallier à cet inconvénient ne sont la plupart du temps que des petits cours magistraux pour 50-80 étudiants, si ce n'est davantage. Aussi les problèmes de communication entre étudiants sont-ils très graves. L'individualisme vient geler les rapports humains et ceux-ci ne s'instaurent qu'en dehors du cadre universitaire proprement dit. Nous trouvons là la raison de la multiplication des petites sectes qui animent (sic) la vie étudiante. Il y a les "militants", les "sportifs", les "artistes", les "polars" et bien d'autres encore. Leur activité, voire leur activisme, ne fait que masquer l'apathie du plus grand nombre, son manque d'une conscience de solidarité. C'est peut-être la tâche la plus importante du syndicat que de développer cette conscience commune, cette unification consciente du milieu étudiant. Tant que la masse des étudiants restera sous l'emprise des valeurs individualistes, c'est-à-dire qu'elle ne remettra pas en question les structures individualisantes de l'Université bourgeoise, toute action en profondeur ne pourra être qu'épisodique. Or cette contradiction entre individualisme et pratique uniformisée, tient à la nature de l'Université actuelle. Elle ne peut être résolue que par la destruction des structures universitaires bourgeoises. Autrement dit, toute amélioration du fonctionnement de l'Université en fonction de l'intérêt des étudiants ne peut se faire que contre cette Université. Celle-ci peut se perfectionner pour satisfaire davantage les intérêts de la bourgeoisie, de l'organisation capitaliste de la société, mais elle ne peut évoluer vers une satisfaction complète de ses usagers qu'en passant par un profond bouleversement qui implique bien d'autres changements que ceux des structures universitaires.

La crise actuelle de l'Université et le "néo-capitalisme"

Si les étudiants ont de sérieuses raisons d'être mécontents de l'organisation actuelle de l'Université, le capitalisme monopoliste ne peut lui non plus se satisfaire de l'Université libérale telle qu'elle existe encore en France. Elle ne fournit les travailleurs intellectuels dont il a besoin ni en nombre ni en qualité qui répondent aux besoins de son développement.

D'autre part, l'Université n'est plus le foyer où s'élabore l'idéologie nécessaire à l'hégémonie de la classe dominante. Ce rôle est dévolu dans la "société française aux multiples cercles de discussions du type du "club Jean Moulin" qui élabore réellement l'idéologie du "néo-capitalisme."

Autrement dit, l'Université libérale ne remplit plus ni sa fonction sociale de formation de cadres, ni sa fonction idéologique au service de l'hégémonie de la bourgeoisie. On comprend alors que le pouvoir gaulliste se préoccupe au moins autant que l'opposition démocratique de la Réforme de l'Université.

Un des principes de sa réforme, c'est de réconcilier l'université et le monde moderne. Et cela prend la forme des divers liens qui s'établissent entre l'Université et la production. Que cela soit sous la forme de contrats entre laboratoires universitaires et firmes privées ou publiques, sous la forme de stages toujours plus fréquents d'étudiants-ingénieurs dans l'industrie, sous la forme des centres hospitaliers universitaires qui rapprochent études et pratique médicales, on assiste à la volonté consciente de sortir l'Université de sa tour d'ivoire. Cette

politique se traduit également par les choix budgétaires en faveur des facultés de sciences au détriment des facultés de lettres.

De tout cela, il ressort la volonté de donner à l'Université bourgeoise un contenu nouveau, en accord avec le stade actuel de développement du capitalisme français. En d'autres mots, c'est la transformation de l'université libérale en université technocratique. Et lorsqu'on considère l'orientation vers le "concret" que le pouvoir veut donner à l'Université en la rapprochant de l'économique, et la valeur accordée aux études scientifiques par rapport aux études de lettres, on voit clairement se dessiner la mort de "l'Université française", de la "culture générale", de "l'objectivité" du "prof' de fac' dans la lune". Pour la bourgeoisie, il est clair que l'Université de la IIIe République a fait son temps.

Le capitalisme monopoliste a besoin de chercheurs en grand nombre, de techniciens qui aient une culture scientifique non encyclopédique mais adaptée aux besoins nouveaux de l'économie et ces besoins, l'Université traditionnelle ne peut les satisfaire. D'où la multiplication des Instituts techniques supérieurs régionaux liés aux entreprises économiques locales.

D'où la création d'un cycle court dans l'enseignement supérieur parallèlement à un enseignement long qui va s'orienter principalement vers la recherche. D'où la diminution globale de l'attention et des crédits accordés aux facultés de lettres en même temps que l'augmentation relative de l'importance accordée aux études dites des "sciences humaines". En effet le capitalisme contemporain n'a plus tellement besoin de "belles âmes" que de "techniciens des âmes".

Autrement dit, l'Université technocratique qui se dessine actuellement, va non seulement modifier l'enseignement en le modernisant (on commence à introduire les mathématiques modernes dans l'enseignement du secondaire) mais également les structures d'enseignement. L'Université autonome va éclater, et l'économie va y prendre une place officielle de plus en plus grande. La création du Centre des sciences humaines appliquées à la Faculté des lettres de Paris donne une idée de ce que sera l'Université technocratique achevée. Son président ? M. Catin, délégué général des Industries textiles. Ses vice-présidents? M. Aymard, doyen de la Faculté des lettres et sciences humaines de Paris, et M. de Vogüe, président de la Compagnie de Saint-Gobain. Quant au conseil lui-même, il est composé de dix universitaires, d'un syndicaliste (de la Confédération générale des Cadres), et de onze représentants de l'économie (de Pont-à-Mousson ou Confédération nationale du patronat français, en passant par Kléber-Colombes et "France-Soir"). On peut prévoir qu'une telle organisation va se donner une idéologie de "l'efficacité", de la "rentabilité". Au contraire du capitalisme libéral, le capitalisme monopoliste ne trouve pas que les études supérieures sont du "luxe". Elles sont pour lui une nécessité, et l'on comprend alors qu'il veuille prendre en main l'Université afin qu'elle cesse de batifoler et qu'elle commence à lui rendre les services qu'exigent son développement économique et le renforcement de son exploitation. Il faut donc s'attendre à une modification de l'organisation et du contenu de l'enseignement supérieur qui va s'accompagner d'un accroissement des effectifs scolarisés. Et puisque l'Université libérale a déjà fait le plein des enfants des classes moyennes et, à plus long terme, du prolétariat qui vont entrer à l'Université du "néo-capitalisme" sera une Université au recrutement nettement plus démocratique que celui de l'Université libérale. Et cela, non par philanthropie de la part du capital, mais parce que sa survie et ses nouvelles formes d'organisation l'exigent. C'est dire que l'Université dans la société française actuelle, dominée par le capital monopoliste, ne peut "évoluer" vers un retour au passé, vers le paradis perdu du libéralisme. Elle ne se développera que dans un sens technocratique qui augmentera l'assise sociale de son

recrutement, qui modernisera son enseignement en même temps qu'elle le "technicisera", et qui établira des liens très étroits entre l'Université et l'économie. Il est évident qu'une telle Université technocratique n'est inévitable que dans la mesure où la nature de la société reste inchangée, où les besoins du capital restent la loi générale, où la bourgeoisie reste la classe au pouvoir. Autrement dit toute réforme de l'Université, si elle tient compte de la situation actuelle de la France, et si elle se veut démocratique en gestation, non pas en prônant un retour à l'Université libérale, mais en dessinant une organisation qui tienne compte des problèmes **posés actuellement** et les résolve d'une manière à satisfaire les besoins du peuple, entendu comme l'unité du prolétariat et de ses alliés.

Technocratie ou socialisme

C'est-à-dire que seule l'organisation socialiste de l'Université peut être opposée à l'Université technocratique. Par là, nous entendons une université où le pouvoir est exercé par ses usagers en fonction des intérêts nationaux déterminés par les travailleurs au pouvoir. Défendre l'université libérale, son indépendance d'avec l'économie, son idéologie "au-dessus des classes" c'est faire le jeu des classes sociales les plus réactionnaires. C'est freiner la prise de conscience politique des milieux universitaires, c'est empêcher que leurs revendications prennent un sens progressiste. C'est proposer une "réforme" qui soit un retour au passé et donc irréaliste et qui, loin de contester les projets du capital, renforce la valeur qu'ils peuvent prendre aux yeux des universitaires (professeurs et étudiant) conscients de la crise actuelle de l'Université française. L'actuelle offensive du "néo-capitalisme" ne doit donc pas être sous-estimée. Si les forces révolutionnaires ne prennent pas l'initiative à l'Université, la domination politique et idéologique de la bourgeoisie y sera plus forte que jamais. Dans cette lutte pour la conquête de l'hégémonie, elles doivent se garder à la fois du poujadisme même s'il en est de gauche, de la défense des intérêts corporatifs et, d'autre part, des illusions réformistes. Elles doivent également veiller à mener leur lutte en accord avec les autres forces révolutionnaires du pays et, notamment, avec la classe ouvrière.

En effet, dans la mesure où la remise en cause de l'Université met en question le pouvoir d'Etat ou la bourgeoisie monopoliste d'Etat, les forces révolutionnaires et plus largement les syndicats de l'Université ne peuvent élaborer une stratégie efficace que dans la mesure où elle ne concerne pas que leur terrain de lutte spécifique. A la concentration du capital monopoliste, aussi bien dans son organisation que dans ses attaques, les forces d'opposition révolutionnaires doivent répondre par des luttes politiques décidées qui posent **à toutes ses phases** le problème de la prise du pouvoir et la nécessité de la dictature du prolétariat.

Or, pour l'instant, les forces révolutionnaires organisées (P.C., U.E.C.) sont passives à l'Université. D'une part, elles font du suivisme à l'égard des syndicats, d'autre part, elles brandissent un plan Langevin-Wallon, élaboré à la Libération, qui est remarquablement insuffisant en ce qui concerne l'enseignement supérieur. Cette attitude n'a pas été sans renforcer la faiblesse de l'action des syndicats d'enseignants et les hésitations du jeune syndicat étudiant. Nous nous proposons dans un prochain article d'examiner l'état actuel de la politique revendicative de l'**U.N.E.F.**

Il nous semble que c'est à partir de la voie qu'elle esquisse, dans la riposte qu'elle propose à l'offensive du capital monopoliste que les forces révolutionnaires pourront prendre à l'Université la place qui doit être la leur. Et nous pensons qu'elle est plus importante qu'elle ne l'a jamais été. ■

BULLETIN D'ABONNEMENT À

"Révolution Québécoise"

Nom ....

....

Adresse ....

....

S'inscrit pour un abonnement d'un an

☐ **ordinaire : 5 dollars**

☐ **de soutien : 10 dollars**

☐ **étudiant : 3 dollars**

☐ **outre-mer (avion): 10 dollars**

A partir du mois de..

Paiement par ☐ chèque ☐ mandat ☐ comptant

Faire parvenir ce bulletin à

Révolution québécoise

3009 Maplewood, appt. 11, Montréal